



**Solidarité
multinationale
des travailleurs**

DOSSIERS
"VIE OUVRIÈRE"

no **85**

DOSSIERS « VIE OUVRIÈRE » (autrefois "Prêtres et Laïcs")

AU SERVICE DES MILITANTS CHRÉTIENS DU MONDE OUVRIER

Comité de rédaction

Jacques Lemay, directeur
Hubert Coutu (J.O.C.), Jean Fortier (J.O.C.)
Lorenzo Lortie (M.T.C.), Claude Lefebvre (C.P.M.O.)
Collaborateurs: Auguste Luneau, Jean-Marc Lebeau
Rémi Parent, Martin Roberge
Paul-Emile Charland, secrétaire

Relations extérieures

Mlle Claudette Côté

Abonnement: \$5.00 pour un an, \$9.00 pour deux ans.

Abonnement de soutien: \$10.00 par année.

Adresse: 1201, rue Visitation, Montréal, Canada, H2L 3B5

Téléphone: (514) 524-1188

Courrier de la deuxième classe — Enregistrement n° 0220

Dépôt légal, Bibliothèque nationale du Québec

Imprimerie Notre-Dame, Richelieu

ÉDITORIAL

Solidarité multinationale

Vie ouvrière 258

DOSSIER

Une drôle de paix au Sud-Vietnam

Lise B. Nantel 259

Le sort du Vietnam est-il livré à l'oubli?

M^{or} Guy Bélanger 265

Solidarité avec les travailleurs du Chili

Yves Laneuville 268

L'Opération Angola

Dominique Boisvert 273

Les raisins de la Californie

Jean-Marie Muller 280

"Ailleurs, c'est peut-être ici, mon ami"

Hubert Coutu 291

Les prophètes, éveilleurs de conscience

Jean Martucci 296

Événements ouvriers

Sorel 1937. — Une population solidaire

Philippe Girard 308

Solidarité multinationale

“Face au capitalisme multinational, les travailleurs doivent opposer la solidarité multinationale.” — Les travailleurs québécois, occupés jusqu’ici à bâtir leur propre mouvement syndical, commencent maintenant à découvrir la dimension internationale de la lutte ouvrière.

L’action des Comités de solidarité, mis sur pieds depuis quelques années, a contribué pour sa part à sensibiliser la population sur la similitude des situations là-bas et ici. Ils ont travaillé à mettre à jour les complexités souvent inconscientes que nous pouvions entretenir avec les bourreaux. Ils ont fait appel à la population pour boycotter les fruits de l’exploitation et faire pression sur les gouvernements et les compagnies. Le présent dossier voudrait donner un compte-rendu de ce grand mouvement de solidarité qui commence à germer dans la conscience populaire.

Il y a là un souffle prophétique. En retraçant le portrait des prophètes d’Israël, Jean Martucci nous permet de situer cette action dans le grand courant qui aboutit à Jésus-Christ. Les prophètes ont été des “éveilleurs de conscience”; par leur engagement socio-politique ils ont rappelé que le Royaume de Dieu se bâtit dans le monde sur la justice et la solidarité.

Mais pour ancrer une solidarité “solide”, nous avons besoin d’un projet social qui nous permette de nous identifier avec les luttes que mènent les travailleurs des autres usines et des autres pays. Un projet social qui unisse les travailleurs dans la conscience d’appartenir à une même classe qui cherche à se libérer.

Au cours de leur histoire, les travailleurs québécois ont déjà vécu la force de la solidarité. Sorel 1937. Les anciens se rappelleront avec fierté, en lisant les souvenirs de Philippe Girard, comment une population a réussi à secouer le joug politique qui la tenait en servitude. Les plus jeunes, nous l’espérons, y trouveront des racines à leurs aspirations vers plus de solidarité.

Une drôle de Paix au Sud-Vietnam

Lise B. NANTEL

**“Nous vous lançons un S.O.S.
Nous ne pouvons plus rien faire ici,
Tout le monde a peur...”**

Un jociste sud-vietnamien

Cet appel désespéré était lancé par la J.O.C. du Sud-Vietnam le 28 décembre 1972 à la suite de la déportation de 5 dirigeants jocistes à la prison de Poulo Condor, prison sud-vietnamienne, appelée aussi “enfer de Poulo Condor”.

La J.O.C. canadienne a entendu ce S.O.S. et a voulu le transmettre à la population du Québec. Au début de février un comité était formé et une permanence assurée pour plus d'efficacité car la situation était urgente.

Même si les Accords de Paris proclamaient officiellement la fin de la guerre et le retrait des forces militaires américaines et nord-vietnamiennes, la guerre se poursuivait et la répression au Sud-Vietnam s'intensifiait.

200,000 prisonniers politiques dans les prisons sud-vietnamiennes

Ce fut la première situation connue qui nous fit réagir. En effet, on nous apprend que des milliers de femmes, enfants, vieillards, intellectuels, étudiants, ouvriers sont soumis à des tortures atroces, indescriptibles, auxquelles nul ne peut rester insensible.

— Deux ex-prisonniers français qui ont passé 21½ ans dans la prison de Chi Hoà, à Saïgon, Jean-Pierre Delris et André Menras, sont venus témoigner de ce fait au Québec en mars 1973. Bien reçus par les mass-media, la population est informée et elle réagit. Elle réagit parce que nous faisons appel à chaque personne pour une action concrète: "Ecrire aux prisonniers" car, selon André et Jean-Pierre, un prisonnier connu de l'extérieur et dont le sort préoccupe l'opinion mondiale, est un prisonnier sauvé des tortures, d'une déportation inconnue ou de la mort.

— La population répond et plus de 5000 noms de prisonniers sont distribués sur demande des individus.

— En avril 1973, le comité décide d'envoyer une mission d'observation au Sud-Vietnam pour tenter de visiter les prisons ou tout au moins de voir ce qui s'y passe. Mgr Guy Bélanger, évêque de Valleyfield et M. Georges Lebel, professeur de droit à l'U.Q.A.M. confirment dans leur rapport¹ et lors de conférences, l'existence de prisonniers politiques, des tortures, de la répression et de la peur qui règne chez les Sud-Vietnamiens.

- Des milliers de pétitions ont été envoyées au gouvernement canadien et à l'O.N.U.
- Des centaines de lettres sont parvenues au ministre Sharp.
- Des rencontres ont eu lieu avec M. Sharp, avec des membres du Comité des Affaires extérieures, avec des députés, avec le caucus N.P.D.
- Le député Rowland, N.P.D. s'est rendu au Sud-Vietnam le 27 janvier 74.
- Auprès de l'Eglise catholique, plusieurs démarches ont été faites avec le comité de l'Action Sociale de la C.C.C.
- Beaucoup de rencontres d'information ont été tenues dans plusieurs villes, C.E.G.E.P., Université, etc.

¹ Rapport de la Mission d'Observation, signée par M^{sr} Guy Bélanger et M. Georges Lebel (disponible au comité).

Le résultat de ces actions:

- Des milliers de québécois ont été informés de la situation qui persiste au Sud-Vietnam.
- Plusieurs ont pris conscience du rôle que notre gouvernement avait joué et jouait encore dans le conflit sud-vietnamien et surtout le rôle des Etats-Unis.
- Des catégories de personnes rarements rejointes par des actions internationales ont été touchées par cette action: travailleurs, jeunes et moins jeunes; mères de famille, femmes du troisième âge.
- Le défi de toute action à caractère international, la continuité, a été relevé par les gens qui se sont impliqués dans l'action-Vietnam. Après plus d'un an, les correspondants continuent à être fidèles à leur engagement et les comités locaux au nombre de 6 sont toujours actifs, ce qui permet de mieux comprendre la situation et ses causes véritables.
- Enfin, face à l'objectif du comité: un millier, environ, de prisonniers ont été libérés. Mentionnons surtout celles de 4 des 5 dirigeants jocistes et de Madame NgoBaThanh, juriste internationale mondialement connue.

Malgré la pression de l'opinion publique mondiale, il faut bien constater que le pouvoir du président Thieu ne fléchit pas et que même il renforce la répression et que les arrestations, les tortures et les crimes continuent.

Pourquoi cette répression?

Le but poursuivi par la répression au Sud-Vietnam est de se débarrasser de toutes les forces populaires et démocratiques qui s'opposent à la dictature et à l'exploitation par le gouvernement de Saïgon.

Au Vietnam du Sud, la plupart des gens sont des paysans connaissant une situation misérable: indigence, sous-alimentation, analphabétisme, maladies à force de privation, etc...

Dans les villes, on assiste à une augmentation du nombre de chômeurs. Le salaire réel des ouvriers a diminué si on tient compte de la hausse des prix. Tandis que la masse populaire vit dans un

complet dénuement, une minorité infime et privilégiée contrôle le pouvoir économique et politique du pays.

Pour sauvegarder leurs privilèges et poursuivre leur exploitation, l'unique moyen pour cette minorité est d'étayer une dictature qui peut prendre les mesures répressives adéquates pour écraser la masse aspirant à la libération.

En d'autres mots, le problème de la répression se résume à l'existence d'une puissance économique et politique qui recourt à la violence pour maintenir les status quo.

Qui soutient ce régime, qui en est la cause?

Le budget du Sud-Vietnam est assuré à 83% par les Etats-Unis.²

En plus d'avoir laissé sur place tout le matériel de guerre, les Etats-Unis continuent d'inonder le pays de dollars américains et de spécialistes américains. Quelque 13,000 militaires américains, ayant changé leur costume militaire en chemise à carreaux, sont encore sur place et forment des sud-vietnamiens à continuer une guerre armée et à perfectionner un système de répression très efficace. On forme les policiers, (même aux Etats-Unis), on monte un système de dossiers (11,000,000 de dossiers sont constitués sur une population de 17,000,000), on perfectionne les méthodes de tortures, on conseille sur tout. Malgré une campagne de la population américaine contre les investissements au Vietnam, le Pentagone octroie plus de \$2 milliards en 1974. Le sénat est divisé mais la majorité l'emporte.

Pour les Etats-Unis, l'enjeu au Vietnam est très important. Après avoir mis tant d'investissement en hommes, en matériel de guerre, en dollars, une victoire du peuple vietnamien contre Saïgon démontrerait que la motivation d'un peuple est plus forte que l'armement le plus puissant au monde et laisserait la porte ouverte à d'autres pays de tenter eux aussi leur libération. Car le peuple indochinois se bat pour sa libération, pour son indépendance et pour enfin avoir un pays où les libertés démocratiques signifient quelque chose et où ils pourront connaître ce que c'est la "Paix".

² Rapport du Sénateur Kennedy à la suite d'une visite d'une commission qu'il présidait, au Sud-Vietnam.

Rôle du gouvernement canadien :

Le Canada a été durant tout le conflit, et n'est encore actuellement, que la marionnette du gouvernement américain.

— D'abord la fuite de documents secrets du Pentagone a dévoilé qu'à deux reprises des canadiens ont été envoyés au Nord-Vietnam pour le compte des Etats-Unis, en complicité avec le gouvernement canadien.

— Le rôle qu'a joué la délégation canadienne au sein de la commission Internationale de Contrôle et de Surveillance, a été nettement de couvrir les violations des Accords par le Sud et de crier bien fort les violations faites par le Nord ou par le Gouvernement Révolutionnaire Provisoire (G.R.P. deuxième administration reconnue par les Accords au Sud-Vietnam). Ils ont poussé encore plus loin leur "supposée objectivité", en portant des accusations précises contre le G.R.P., accusations dont les preuves ont été littéralement démolies par la suite.

— Le Canada reconnaît le Gouvernement du Vietnam du président Thieu sans pour autant établir de relations diplomatiques avec le G.R.P. ayant même refusé l'entrée d'une délégation du G.R.P. au Canada en mars 1973.

— Le Canada a aussi permis et facilité la production du matériel de guerre au Canada, et l'exportation de celui-ci. Il y a eu pour plus de 2 milliards de dollars dans des contrats militaires passés entre l'industrie, les universités et les hôpitaux canadiens avec le Pentagone entre 1964 et 1974. (778 industries canadiennes ont participé à la guerre du Vietnam, dont United Aircraft)³.

Où est la solution?

La solution finale est entre les mains du gouvernement américain.

Mais il y a des solutions intermédiaires qui pourraient forcer le gouvernement américain à "laisser tomber" le Sud-Vietnam, c'est ce que demandent les 200,000 prisonniers politiques et la population vietnamienne.

³ Recherche d'une équipe de l'Université McGill présidée par Sam Noumoff intitulée "How to Make a Killing".

- Il y a l'engagement de chacun de nous, les pressions que nous pouvons faire, l'information que nous pouvons diffuser, les lettres que nous pouvons écrire aux prisonniers.
- Il y aura des élections fédérales un jour. Soutiendrons-nous une équipe d'hommes qui se font complices de tels massacres?
- Il y a notre système politique à changer qui fait que, parce que le travailleur n'a pas son mot à dire dans ce qu'il produit et dans ce qu'il consomme, il doit accepter d'être un instrument de destruction de tout un peuple, et par le fait même de travailleurs comme lui-même.
- Certains disent que la solution est en chacun de nous. Si cela était vrai, il serait temps que nous l'extériorisions et qu'elle se rende sur la table du président Nixon.

*Comité International pour la libération
des prisonniers politiques du Sud-Vietnam.
685, boul. Décarie, Ville St-Laurent, Qué.
Tél.: 748-9515.*

Note: Toutes les affirmations contenues dans ce texte sont vérifiées et les documents les prouvant peuvent être disponibles au local du comité.

Le sort du Vietnam est-il maintenant livré à l'oubli ?

M^{sr} Guy BÉLANGER
évêque de Valleyfield

Membre de la Mission d'observation déléguée par la section québécoise du Comité international pour la libération des prisonniers politiques sud-vietnamiens, Mgr Guy Bélanger commente la situation vietnamienne, après le retour au Canada de la mission militaire canadienne de surveillance et de contrôle du cessez-le-feu.

Depuis quelques jours, le contingent canadien de la Commission internationale de contrôle et de supervision au Vietnam est rentré au pays avec tout son personnel.

Ceux pour qui la question vietnamienne demeure brûlante et dramatique se demandent si l'intérêt et l'attention de beaucoup à la situation de l'Indochine ne se relâcheront pas maintenant. Devant les échecs de la Commission et la reprise sérieuse des affrontements militaires, et lassée par une situation qui ne fait que se compliquer de jour en jour, l'opinion publique risque de détourner son regard vers d'autres scènes et de croire que notre responsabilité morale n'est plus engagée au sud-est asiatique.

Notre responsabilité

Je crois que nous devons nous rappeler que notre pays demeure un de ceux qui ont contribué indirectement à la guerre d'Indochine, particulièrement par son apport industriel. En termes clairs, cela veut dire que des gens de chez nous ont gagné leur vie avec des produits qui

servaient à tuer "l'ennemi" dans les plaines du Mékong et dans les montagnes de Kontum. On s'habitue, aujourd'hui comme hier, à vendre de la poudre à canon comme on vend d'autres matières inoffensives et à participer à toutes sortes de conflits en se lavant les mains de toute responsabilité morale; et quand je dis "on", je pense au citoyen qu'est chacun d'entre nous.

Le Vietnam reste un lieu d'affrontement des grandes puissances, qu'une trêve fragile n'a pas encore fait disparaître et où notre responsabilité morale demeure, à mon avis, engagée.

J'ai observé là-bas les fruits de la guerre: d'abord de la haine, du désespoir, des souffrances devenues muettes parce qu'elles ont épuisé ceux qui les portent; puis un million de morts qu'on pleure partout, trois millions de blessés de guerre, et 650,000 réfugiés des zones de combat. J'ai aussi observé le phénomène des prisonniers politiques dont le rapport de notre mission au Sud-Vietnam fait état longuement¹: les procédures d'arrestation, la détention préventive et ses délais, l'internement administratif sans procédure judiciaire, le changement de statut du prisonnier en détenu de droit commun, la réapparition de l'Opération Phoenix, les libérations factices, les conditions de détention et les tortures.

Nous avons visité les parents de jeunes, bouddhistes et catholiques, qui ont été battus et rendus impotents. Nous en avons vu et nous avons voulu que cela soit su et dénoncé au nom de la dignité humaine.

Mais j'ai été témoin là-bas de deux choses sur lesquelles l'attention de l'opinion publique n'est pas toujours suffisamment alertée.

L'effondrement du pays

Tout d'abord, l'effondrement économique et social d'un peuple qui voit ses ressources détruites ou épuisées dans l'effort de guerre depuis des années: ressources humaines et physiques. C'est comme si l'acharnement des grandes puissances à régler leurs comptes sur le sol de son pays, avait empêché le peuple actif et courageux du Vietnam

¹ Rapport de la Mission d'observation déléguée par la section québécoise du Comité international pour la libération des prisonniers politiques sud-vietnamiens: 9 mai 1973.

de bénéficier de tous les développements collectifs, sociaux et économiques, qu'elles se sont elles-mêmes accordées au même moment. Saïgon est une ville boursoufflée de gens venus se cacher de la guerre, pauvre et détériorée. Aujourd'hui, Moscou et Washington respirent l'opulence et se payent les parcs et les monuments de grands empires. Les routes du Vietnam sont à peine carrossables; l'industrie en est encore à l'agriculture du petit paysan et à la pêche artisanale. Depuis vingt ans, nos pays font des autoroutes et l'industrie se développe à un rythme incroyable pour des ruraux d'Indochine.

Il faut aller là-bas pour ressentir à quel point l'injustice est grande entre un peuple réduit encore aux conditions économiques que nous connaissions il y a un demi-siècle, et nos nations riches qui consomment à outrance et qui donnent à foison sur leurs écrans l'image du plaisir pour soi.

L'attrait du marxisme

L'autre constatation, celle que refusent de faire bien des Occidentaux qui passent là-bas, c'est l'immense attrait qu'à exercé sur des millions d'Asiatiques la doctrine révolutionnaire d'un Juif de l'Allemagne du XIX^e siècle: Karl Marx. Comment expliquer que le marxisme ait séduit tant de chefs de file asiatiques, pourtant si éloignés par leur culture de l'esprit européen? Comment comprendre le succès de Mao Tsé-toung auprès de presque un milliard d'hommes? Il a su faire d'un peuple divisé et d'un territoire immense et capricieux, la Chine qu'on connaît et dont la puissance est certaine.

Je suis revenu de là-bas avec l'impression vive que le marxisme avait enfin représenté pour ces leaders comme l'instrument le plus efficace de leur libération et l'expression de leur réaction violente et profonde de non-blancs exploités contre les blancs colonisateurs venus d'Europe, puis d'Amérique. Je crois que nous avons besoin de nous racheter, occidentaux et blancs, d'un péché aux dimensions historiques: celui de l'exploitation coloniale et du mépris des petits jaunes.

Une chose est aussi vraie: c'est que la haine et la lutte des classes, qui séduisent d'abord des opprimés, ne feront pas leur bonheur et qu'après tout l'Évangile est leur chance de connaître une véritable fraternité humaine et durable comme il reste la nôtre de retrouver ce que le pouvoir et la richesse nous ont fait perdre pour une bonne part.



SOLIDARITÉ

avec les travailleurs du Chili

Yves LANEUVILLE

“J’aime mieux manger un morceau de pain debout qu’un steak à genoux”.

Cette phrase écrite sur une pancarte par une femme de quartier ouvrier dénote bien dans quel esprit les travailleurs chiliens menaient la lutte pour leur indépendance.

Aujourd’hui ces mêmes travailleurs sont dans une toute autre situation: ils ne peuvent plus penser au steak et en sont réduits à manger leur pain dur à genoux.

Les travailleurs Québécois se sont intéressés au mouvement des travailleurs chiliens parce que ceux-ci n’ont pas fait du steak le but de leurs vies. D’abord avec l’arrivée de l’Unité Populaire au pouvoir en 1970, les travailleurs Québécois ont comme pressenti que la longue lutte des chiliens s’acheminait vers une victoire. C’était la première fois dans l’histoire que les travailleurs mettaient démocratiquement au pouvoir un gouvernement pro-socialiste.

On savait quelque chose

A cette époque il y avait déjà une sensibilisation des travailleurs Québécois aux luttes des travailleurs chiliens. Ce sont différents facteurs qui ont contribué à informer et intéresser les Québécois:

- 1 — il y a eu d’abord l’émoi international qu’a causé l’élection d’Allende pour les milieux capitalistes,

- 2 — l'intérêt naturel des militants pour suivre le déroulement des événements dès cette époque,
- 3 — la présence de plusieurs Québécois au Chili depuis des décades qui par correspondance ou lors de leurs voyages informaient parfois sur les luttes des travailleurs chiliens,
- 4 — les voyages d'études ou de reconnaissance de nombreux Québécois au Chili: il y eut naturellement peu de travailleurs et de syndiqués à s'y rendre mais mentionnons à titre d'exemple la participation de deux délégués syndicaux au Congrès Syndical Mondial qui s'est tenu à Santiago en avril 1973;
- 5 — il faut ajouter que le peuple Québécois devient de plus en plus réceptif depuis qu'il invente lui-même des gestes inédits de solidarité. Il a appris qu'il n'y a pas de libération individuelle possible et qu'il ne faut compter que sur ses propres moyens.

Soit dit en passant, les travailleurs québécois comme les chiliens savent par expérience qu'il n'y aura personne pour les défendre; il ne peuvent compter ni sur le gouvernement ni sur les Eglises. De fait, ces dernières qui ont comme vocation d'être unilatéralement pour les travailleurs et les exploités démontrent qu'elles ne se préoccupent unilatéralement que de se défendre elles-mêmes. Elles ne sont préoccupées que de leur propre survie. Il y a des individus et groupes d'exceptions, mais ils sont vite marginalisés et tôt ou tard abandonnés ou rejetés. Les autres se réduisent à jouer un rôle médical dans la société, ce qui les occupent et leur sert d'excuses pour ne pas s'engager à fond. Si les Eglises ne sont plus persécutées, c'est parce qu'elles ne sont pas du côté des exploités-persécutés mais bien du côté des exploités-persécutants.

On se reconnaît

Le jour du coup d'état, le 11 sept. '73, les travailleurs québécois avaient donc une certaine connaissance de ce qu'était le Chili et comprenaient la profonde signification de ce qui arrivait à leurs frères travailleurs de ce pays qui est à 16 hres d'avion d'ici.

Les plus militants se sont sentis personnellement affectés comme si ces dizaines de milliers d'assassinés et ces centaines de milliers de per-

sécutés et chômeurs étaient membres de leur propre syndicat. Les autres travailleurs, moins au courant, ont soupçonné du moins que l'implantation d'une nouvelle dictature en Amérique n'allaient pas aider la cause de leur libération.

Des travailleurs d'Angola, de Namibie, du Brésil, d'Uruguay ou du Viet Nam se sont fait massacrer comme ceux du Chili, mais la majorité des travailleurs québécois s'est sentie moins touchée et ce, pour différents motifs: ils étaient moins bien informés, ils voyaient moins la relation entre ces luttes et les leurs, et par le fait même avaient mis moins d'espoir dans ces luttes.

Quelques jours après l'étourdissement du coup d'état, les travailleurs québécois, organisés en syndicats ou groupes populaires, ont décidé de se donner un moyen pour aider leurs frères chiliens: ils ont organisé le Comité Québec-Chili à Montréal. Ce Comité est sous la direction directe des Centrales Syndicales et des groupes populaires; il regroupe de nombreux syndicats et groupes populaires qui deviennent membres actifs de ce Comité. Ce Comité n'est pas la création de quelques individus et ce ne sont même pas des exilés chiliens qui y ont participé car il n'y en avait pas encore au pays. Cela s'est fait tout naturellement comme si les travailleurs d'ici se sentaient en quelque sorte chiliens. C'était peut-être la première fois que les travailleurs d'un autre pays étaient considérés comme des frères parce qu'ils appartiennent à la même classe exploitée.

On s'en va vers quoi?

Et tout naturellement ce Comité a été créé avec un double but: 1) d'abord prendre la défense des travailleurs chiliens assassinés, torturés, exilés puis traités comme de la marchandise d'importation, 2) explorer la richesse des luttes menées par les travailleurs chiliens pour mener avec plus d'ardeur ici-même la lutte pour la libération. Ceci serait la meilleure façon à long terme d'aider les travailleurs d'autres pays en mettant en échec l'ennemi commun.

Il est évident que le but de ce Comité n'est pas atteint à court terme car il s'identifie avec le but poursuivi par les militants québécois organisés: faire une société où l'argent n'est pas roi, une société qui

soit pour l'homme et non pour les grosses compagnies québécoises, américaines ou multinationales.

Comme les travailleurs chiliens, ils sentent qu'il n'y a plus de simples réformes ou de solutions d'amélioration de la société qui tiennent. Par mode d'exemple: ils travaillent bien pour que le gouvernement canadien ouvre la porte à d'autres chiliens, dénonce la dictature militaire, bloque les prêts et la vente d'armes au Chili, mais ils savent les intérêts financiers ou les carrières des ministres et ambassadeurs, et ils sont conscients que la seule solution c'est un grand balayage. En attendant ils créent déjà de nouveaux liens avec le peuple chilien.

C'est ainsi que les travailleurs québécois découvrent que le monde qu'ils ignoraient ne se divise pas en pays différents, pas même en pays exploités ou exploités mais plutôt en deux classes: les exploités et les exploités qui existent dans tous les pays. La lutte à mener ici comme ailleurs est donc la reconstruction totale de la société.

On parle la même langue

Les travailleurs ont pris des moyens conformes aux buts poursuivis: aider les travailleurs chiliens à s'en sortir et aider aussi les travailleurs québécois à se libérer de leur esclavage.

C'est sous forme de rencontres de travailleurs dans leurs groupes organisés qu'on a parlé et discuté du Chili plus de cent fois. Les textes-documents, les moyens audio-visuels, les dialogues, les quelques rassemblements se sont toujours faits dans cette optique, c.-à-d. en parlant du Chili et du Québec, en parlant de la classe multinationale des exploités.

On ne lâchera pas

Les travailleurs québécois militants sont probablement les seuls qui mèneront une lutte sans fin pour les travailleurs chiliens. Leur appui au peuple chilien est en partie monétaire car ils ne peuvent demeurer inertes quand notre gouvernement appuie les militaires du Chili en reconnaissant cette nouvelle dictature, en fermant la porte de l'ambassade aux travailleurs chiliens, en traitant les exilés comme de la

marchandise d'importation, en facilitant des prêts, en vendant des armes aux militaires et en laissant les compagnies multinationales arracher le pain de la bouche de milliers de chiliens.

Mais leur appui est surtout de solidarité dans la lutte contre un ennemi commun: on mène la même lutte contre le même ennemi quoique sur des fronts différents. Leur réaction face au peuple chilien est semblable à celle des travailleurs de l'usine Canadian Steel Foundries face aux travailleurs de Canadian Gypsum et Firestone à Joliette: "Compagnons, nous sommes d'accord avec vos luttes, nous vous apportons notre appui moral mais nous ne reviendrons pas souvent vous voir; notre meilleur appui est avant tout de continuer notre lutte chez-nous car nous avons le même ennemi." A la fin de leur conflit les travailleurs de Firestone sont allés trouver ceux de Canadian Steel Foundries pour se partager leurs expériences, étudier ensemble les tactiques et stratégies à employer face à l'ennemi commun.

Ainsi au plan international, les travailleurs québécois comme ceux d'autres pays sentent qu'ils doivent resserrer leurs liens avec les travailleurs chiliens pour s'enrichir mutuellement et mieux affronter l'ennemi commun, les compagnies nationales et multinationales qui sont défendues par les gouvernements carrément militaires et par ceux qui conservent une apparence démocratique.

Face au capitalisme multinational les travailleurs opposent la solidarité multinationale.

*Comité de Solidarité Québec-Chili
356 Ontario E.
Montréal, Qué.*

Tél: 842-8459

L'opération Angola

Dominique BOISVERT

La situation

L'Angola: un grand pays au sud-ouest de l'Afrique et l'une des dernières colonies d'Afrique. Environ cinq millions et demi d'habitants, soit cinq millions d'Africains et un demi-million de Blancs, dont 80.000 soldats portugais.

La situation actuelle: l'Angola, pays riche en pétrole, en minerais (diamants, fer, cuivre), en café (4^e producteur mondial), etc., est *politiquement dominé, économiquement exploité et militairement réprimé* par une minorité blanche (moins de 10% de la population).

Depuis plus de 10 ans, les Africains des colonies portugaises (Angola, Mozambique et Guinée Bissau qui a proclamé son indépendance le 24 septembre 1973) ont décidé de reprendre en mains leur propre pays et se sont regroupés dans les mouvements de libération (M.P.L.A. en Angola, FRELINO au Mozambique et PAIGC en Guinée Bissau). Devant le "danger" de perdre ses colonies, le Portugal a dû renforcer considérablement son contrôle militaire et mène maintenant une véritable "guerre coloniale" en Afrique pour garder possession de ses colonies. Une guerre coloniale qui coûte très cher: 40.000 soldats portugais tués entre 1961 et 1971, 58% du budget du Portugal consacré à l'armée dont la presque totalité est affectée en Afrique!

Malgré tout, les mouvements de libération ont gagné du terrain depuis 1961. En Angola, le MPLA (Mouvement populaire pour la libération de l'Angola) contrôle maintenant environ le tiers du pays, habité par environ un million d'habitants. C'est ce qu'on appelle les

"zones libérées". Dans ces Zones libérées, les Africains rebâtissent leur pays et organisent leur société selon leur propre modèle.

Les enjeux

Dans cette lutte de David contre Goliath, nous ne sommes pas simples spectateurs. Car le Canada et les compagnies canadiennes sont complices de l'agression portugaise en Afrique.

En effet, le Portugal est un pays très pauvre. Or la guerre coûte très cher. C'est donc chez ses alliés de l'OTAN (dont fait partie le Canada) que le Portugal trouve ses armes, et par des taxes spéciales (dites "de défense") sur les exportations de ses colonies que le Portugal peut financer sa guerre. Le Canada étant l'un des clients importants de l'Angola (surtout le café pour General Foods, Nestle et Standard Brands; et le pétrole pour Gulf Oil), il contribue donc indirectement, à travers la "taxe de défense" à soutenir la répression armée dans les "colonies" du Portugal.

C'est pourquoi nous devons prendre clairement partie. Car si le colonialisme portugais a pu durer jusqu'à ce jour, c'est en partie grâce à la complicité tacite de notre gouvernement et grâce à notre propre silence.

Pourquoi l'Opération Angola?

Après avoir travaillé pendant trois ans à sensibiliser le Canada anglais à la situation en Angola, Jacques Roy, un ancien coopérant CUSO qui a travaillé pendant plusieurs mois avec le M.P.L.A., réussissait à convaincre quelques organismes de coopération québécois "à faire quelque chose pour l'Angola". C'était au printemps de 1973. C'était aussi le point de départ de l'Opération Angola.

Formée de quatre organismes québécois (Développement et Paix, Oxfam-Québec, Rallyes Tiers Monde et SUCO), l'Opération Angola avait pour but de:

- 1 — faire connaître la situation coloniale de l'Angola,

- 2 — apporter un appui concret (direct ou indirect) au peuple angolais qui lutte pour retrouver sa dignité et rebâtir son pays,
- 3 — soutenir l'engagement et la réflexion des Québécois engagés dans leurs propres luttes de développement.

Pour ces quatre organismes, l'Opération Angola entrait dans le cadre de leur travail "d'éducation du public" aux réalités du développement international.

Un moment important

Pour la première fois au Québec, quatre organismes de coopération se regroupaient pour organiser une campagne commune d'éducation. Acceptant de mettre en commun leur nom, leur argent, leur personnel et leurs réseaux, ils donnaient ainsi à l'Opération Angola une crédibilité et une base solides, qui allaient s'avérer très utiles pour rejoindre et faire bouger l'opinion publique.

L'Opération Angola fut donc décidée en mars 1973. Elle allait porter principalement, dans sa première phase du moins, sur le problème du café, du travail forcé utilisé pour le produire, et du lien qui existe entre le café que l'on boit et le maintien de la situation de quasi-esclavage dans les plantations d'Angola.

Prévue pour durer environ deux mois, la phase I de l'Opération était donc essentiellement une *campagne d'information* qui pouvait déboucher, selon l'initiative des gens rejoints et sensibilisés au problème, sur un boycottage spontané de certaines marques de café contenant du café angolais, ou sur d'autres formes spontanées de pression (lettres aux journaux, aux compagnies de café, etc).

Les mois de mars et avril servirent à imaginer et à produire les instruments de travail: dossier sur le café et le travail forcé en Angola, poster "Québec-Angola: zones à libérer", feuilles-affiche, déclaration communes des quatre organismes, etc.

Les mois de mai et juin furent consacrés à la campagne d'information comme telle: conférences de presse, articles dans la plupart des journaux au Québec, émissions à la radio et à la télévision, réactions favorables de Cooprix, etc.

Un réseau de "militants"

Une telle campagne d'information ne se réalise pas toute seule! Dans toutes les régions du Québec et de l'Acadie, quelques centaines de "militants", permanents ou bénévoles, rattachés ou non à l'un des quatre organismes de l'Opération, se sont mis à la tâche, formant un peu partout des "comités Angola".

Chacun de ces comités était chargé d'organiser l'Opération dans sa région, en tenant compte des caractéristiques propres à celle-ci, et en s'aidant du matériel et des orientations générales de l'Opération.

Lors d'une réunion générale des militants, convoquée en juin 1973, pour faire le bilan de la campagne d'information, les participants constatèrent le succès de cette première phase et décidèrent de poursuivre l'Opération Angola à l'automne. C'est donc sous la pression des militants que les quatre organismes se lancèrent dans la phase II.

Pour informer les militants et maintenir la mobilisation entre les réunions générales de militants, un bulletin de liaison fut créé à l'été 1973. Et le comité de coordination (formé de représentants de chaque organisme), se mit à préparer la phase II.

La phase II

Prévue pour octobre et novembre 1973, la phase II devait se dérouler en deux temps. Chaque région devait d'abord reprendre la *campagne d'information* sur le café, à l'aide de nouveaux instruments (posters et dépliants), pour essayer de rejoindre le plus de gens possible. Dans un second temps (novembre), la campagne devait se transformer en *pressions politiques* pour dénoncer la complicité du Canada avec le Portugal à travers l'OTAN, et pour inciter le Gouvernement canadien à prendre une position claire lors de la Conférence ministérielle de l'OTAN, les 10 et 11 décembre, à Bruxelles.

A cause du coup d'état au Chili et de la mise sur pieds de comités de solidarité Québec-Chili un peu partout (septembre et octobre 1973), la phase II s'est trouvée coincée en novembre et décembre, et la campagne d'information s'est faite en même temps que la campagne de pressions politiques.

Encore une fois, la phase II fut un succès: des milliers de personnes rejointes individuellement, aussi bien dans les centres d'achat, dans les églises, que dans les réunions syndicales, etc. Des dizaines de milliers d'autres, à travers les journaux, la radio et la T.V. Une demi-douzaine de députés fédéraux rencontrés dans leur comté par des délégations locales ou régionales qui leur demandaient de prendre position contre la complicité canadienne dans la politique coloniale du Portugal. Et plus de 8,000 lettres envoyées à M. Mitchell Sharp lui demandant de prendre position à la Conférence de l'OTAN.

Les militants jugèrent donc nécessaire d'organiser une phase III pour le printemps.

Les zones libérées et le MPLA

Cette phase III, commencée depuis la mi-mars 1974, se poursuit toujours. Elle porte cette fois-ci surtout sur *l'aspect positif de la lutte* pour la libération de l'Angola: la reconstruction du pays et l'organisation d'une nouvelle société.

Comme la phase précédente, celle-ci est à la fois une campagne d'information et de pressions politiques. Information sur l'existence et l'organisation de zones libérées en Angola, qui sont pour nous un exemple de société nouvelle. Et pressions politiques pour inciter le Gouvernement canadien à reconnaître les mouvements de libération africains (déjà reconnus par l'ONU) et à leur fournir une aide matérielle (comme le font déjà de nombreux gouvernements comme la Suède, la Norvège, la Hollande, la Guyane, la Finlande, la Jamaïque, etc.).

Encore une fois, des députés ont été rencontrés dans leur comté, des milliers de lettres ont été envoyées à M. Sharp pour lui demander que le Canada mette en pratique les déclarations de principe qu'il a maintes fois énoncées.

Mais surtout, la phase III a atteint son sommet avec la visite au Québec et au Canada d'une délégation officielle du MPLA qui a eu lieu au cours de la dernière semaine d'avril. Pour la première fois, les principaux leaders d'un mouvement de libération africain venaient ici faire connaître le point de vue de millions d'Africains vivant encore sous la domination coloniale portugaise.

Est-ce utile?

Un an après le début de l'Opération Angola, on peut déjà tirer certaines conclusions. Plusieurs se demandent si de telles campagnes ne sont pas "nobles mais inutiles". Les résultats des trois premières phases prouvent le contraire.

La campagne d'information sur le café (phases I et II), jointe à la campagne de boycottage organisée au Canada anglais, a eu des effets directs sur les importations de café angolais au Canada. Elles sont passées de 23.7 millions de livres en 1972, à 7.2 millions de livres en 1973.

De plus, les 3 compagnies de café (General Foods, Standard Brands et Nestlé) impliquées dans l'achat de café angolais au Canada ont multiplié leurs efforts depuis un an, faisant des pressions auprès des Eglises (United Church, Anglican Church) et auprès de Développement et Paix (à Toronto) pour qu'ils cessent le boycottage du café, ou qu'ils s'en dissocient. Le représentant de General Foods a même suggéré à plusieurs reprises que l'on songe plutôt à boycotter la Gulf Oil, dont les importations de pétrole angolais au Canada sont 10 fois plus importants que celles du café. Et pour qu'une compagnie suggère d'en boycotter une autre, il faut sans doute que les pressions soient efficaces.

De même, le Ministère des Affaires extérieures du Canada n'a pas apprécié beaucoup les milliers de lettres qu'il a reçues, lui demandant de remplacer sa "diplomatie ambiguë" et ses déclarations de principe par des gestes concrets.

Plusieurs indices très sérieux nous permettent d'affirmer que l'Afrique australe est un des points névralgiques (et des points faibles) de la politique extérieure du Gouvernement canadien. En rendant évidentes les contradictions et les hésitations diplomatiques du Canada face aux colonies portugaises, l'Opération Angola a certes rendu un grand service aux Canadiens et aux Africains, mais pas nécessairement à M. Sharp et au Portugal. Les récents problèmes budgétaires de SUCO sont une conséquence partielle de cette situation. Car derrière les textes officiels qui insistent sur l'importance de la formation d'une opinion publique éclairée sur les problèmes du développement international, il y a les menaces officielles (mais discrètes) de ne pas financer

les organisations qui feront voir trop clairement les attitudes souvent contradictoires et intéressées des politiques étrangères du Canada.

S'il faut se fier aux difficultés et aux pressions croissantes que subissent les organismes impliqués dans l'Opération Angola, on peut conclure que celle-ci a sûrement touché une "corde sensible"! Et que le travail n'a pas été inutile!

Les dirigeants du MPLA et le peuple angolais ont exprimé à plusieurs reprises leur satisfaction et leur reconnaissance pour l'appui concret qu'apportait l'Opération Angola à leur lutte de libération.

Tout cela sera-t-il suffisant pour qu'il y ait une phase IV?

le 30 mars 1974

Ce que nous essayons d'accomplir, c'est une double révolution qui apporte à nos peuples la liberté et leur ouvre l'accès à la vie moderne. Cette révolution s'opère à la fois contre les structures traditionnelles qui sont depuis longtemps devenues inadéquates, et contre le régime colonial.

Dr Agostinho Neto
président du MPLA

Les raisins de la Californie

César Chavez

Jean-Marie MULLER

César Chavez mène depuis dix ans un combat sans répit pour obtenir un peu plus de justice en faveur d'une catégorie particulièrement défavorisée de l'actuelle société américaine: celle des travailleurs agricoles. Jean-Marie Muller l'a rencontré lors d'un récent voyage aux Etats-Unis. Il présente ici la personnalité et le combat d'un homme qu'il considère comme le véritable successeur de Martin Luther King.

Sur l'autoroute 99, à 250 kilomètres au nord de Los Angeles, dans la San Joaquin Valley, un signal souhaite la bienvenue au voyageur: "*Delano, welcome anytime.*" Delano est une petite ville de 14,000 habitants, située au milieu des immenses vignobles de Californie. Il y a quelques années, cette ville était à peu près inconnue hors de Californie; aujourd'hui, elle est devenue à travers tous les Etats-Unis le symbole des luttes, des victoires et des espérances de tout un peuple: *le peuple des travailleurs agricoles.*

Inorganisés, livrés sans défense à l'exploitation de propriétaires terriens tout-puissants, les travailleurs agricoles n'ont pas bénéficié jusqu'à présent des lois sociales qui garantissent les droits des autres travailleurs américains. 84% d'entre eux gagnent moins que le salaire minimum défini par l'Organisme fédéral contre la Pauvreté. Selon la Commission de l'Habitat du gouverneur de Californie, moins de 20% habitent dans des logements "décentes" par rapport aux critères actuels

de santé, de sécurité et de confort. Le taux de mortalité infantile parmi eux est de 125% plus élevé que pour le reste du pays. Ces travailleurs sont, il est vrai, à 70% d'origine mexicaine et s'appellent eux-mêmes des *Chicanos*.

Bien des fois depuis un siècle, les *Chicanos* avaient essayé de s'organiser pour briser le joug de la misère. Mais sans résultat: comment organiser des hommes qui ne restent au même endroit que le temps d'une récolte? César Chavez a été le premier à y parvenir.

Né parmi les pauvres il s'identifie à eux

César Chavez est né à Yuma, Arizona, voici bientôt 50 ans. Son père possédait une petite ferme, mais après avoir travaillé durement pendant de longues années, il dut s'avouer vaincu devant les difficultés qui s'amoncelaient et il fut obligé de vendre ses terres et tous ses biens. César Chavez était alors âgé de dix ans. A partir de ce moment il fut emporté avec sa famille dans le courant des travailleurs migrants qui se déplacent de l'Arizona à la Californie et vice-versa pour travailler dans les champs au moment des récoltes. On imagine facilement qu'une telle vie n'est guère propice aux études: César Chavez connut beaucoup d'écoles mais, en fait, il fréquenta très peu l'école. Et très vite il la quitta pour passer ses journées dans les champs de coton, dans les vignobles ou dans les vergers, dans la région de Delano.

C'est là qu'il subit pour la première fois la discrimination raciale. A cette époque, en effet, dans les cinémas de Delano, un *Chicano* ne pouvait s'asseoir dans les places réservées aux Blancs. Un jour, le jeune César le fit pourtant. Et comme on lui demandait de s'en aller, il refusa poliment. La police alertée, le délinquant se vit inculpé de "*violation des règlements en vigueur*".

Un peu plus tard, en 1952, alors qu'il travaille à la récolte des abricots dans la région de San Jose, César Chavez fait la connaissance de Fred Ross. Cette rencontre allait s'avérer décisive pour l'orientation de toute sa vie. Fred Ross s'efforçait de "conscientiser" les *Chicanos* et de leur permettre de s'organiser afin qu'ils puissent eux-mêmes prendre en charge leur destin. Malgré la méfiance instinctive des *Chicanos* à l'égard des Anglo — c'est ainsi que les *Chicanos* appellent les Blancs — Chavez lui donne très vite sa confiance. De son côté, Fred Ross se convainc qu'il a enfin trouvé le *Chicano* qui va pouvoir parler

aux Chicanos. Chavez, dès lors, et pendant dix ans, consacre tout son temps à la Community Service Organisation, C.S.O. et prend peu à peu conscience de la mesure des problèmes auxquels ses frères de race sont affrontés. Pourtant, assez vite, il commence à se sentir mal à l'aise.

"Avec la croissance de l'Organisation, raconte-t-il aujourd'hui, nous en sommes venus à nous rencontrer dans des motels de luxe et à tenir des rassemblements coûteux. Des docteurs, des hommes de loi et des politiciens commencèrent à rejoindre nos rangs. Je me suis mis à insister pour que soit appliqué un programme qui permette aux travailleurs de former un syndicat, ce à quoi la plupart des leaders s'opposèrent. À chaque rassemblement, je me levais et faisais toujours le même discours: nous ne devons pas nous rencontrer dans des motels de luxe, nous abandonnons le peuple, les ouvriers agricoles devraient être organisés. Rien ne se produisait. En mars 1962, je démissionnai et je vins à Delano où je commençai à organiser la région à ma façon."

Tout le caractère et toute la personnalité de César Chavez apparaissent à travers cette décision. Il n'est pas venu parmi les pauvres, il est né parmi eux, il est l'un d'eux et il entend le rester. Il sait d'instinct que les moyens de la puissance et de la richesse ne peuvent aider les pauvres à réaliser leur propre libération et il les refuse catégoriquement. Si César Chavez incarne parfaitement le rôle du leader auprès des travailleurs agricoles, c'est parce qu'il s'identifie totalement à eux. Il ne veut pas prendre le pouvoir pour le peuple, mais il veut permettre au peuple de prendre le pouvoir.

Un premier objectif: Organiser les travailleurs

Lorsqu'il s'installe à Delano avec sa femme et ses huit enfants, César Chavez a un objectif précis: créer un syndicat. *"Il n'est pas possible, disait-il, de s'organiser et de faire la grève en même temps; sans organisation, la grève sera brisée."* Il se met donc à visiter toutes les villes de la vallée. Partout il s'efforce de convaincre ses interlocuteurs qu'il leur est possible de faire reconnaître leurs droits à la condition qu'ils aient la volonté de s'unir. La détermination et la force de conviction de Chavez commencèrent bientôt à porter leurs fruits. Très rapidement, il fonde avec quelques compagnons une association: la "National Farm Workers Association" (N.F.W.A.). Puis il déclenche diverses actions limitées: une grève des loyers qui permet de faire annuler une augmentation abusive du prix de location des maisons des

ouvriers, puis quelques grèves dans de petites exploitations qui permettent d'obtenir une amélioration des salaires.

Cependant sa grande préoccupation est de ne pas aller trop vite tant qu'il n'est pas sûr de la cohésion des travailleurs. Mais les événements lui forcent la main. En septembre 1965, les ouvriers d'origine philippine de Delano, qui étaient membres d'une organisation distincte de celle de Chavez, décident de se mettre en grève et demandent à la N.C.W.A. de se joindre au mouvement. Celle-ci vote à l'unanimité, au cours d'un meeting ouvert à tous, la participation à la grève. Aussitôt Chavez devient le leader du mouvement. Il organise des piquets de grève qui, chaque matin, dès 4 h 30, se mettent en place à l'entrée des vignobles et s'efforcent de dissuader les travailleurs à leur arrivée dans les champs de briser le mouvement. Il obtient ainsi quelques résultats mais pas assez pour empêcher la vendange de se faire car les propriétaires parviennent à recruter suffisamment de "pauvres". Chavez réalise qu'il ne pourra parvenir à négocier avec les propriétaires par le seul moyen de la grève des ouvriers agricoles. Il imagine alors d'organiser un "*boycott des consommateurs*" et reconvertit son syndicat dans cette perspective.

Le boycott du raisin et de la salade

Désormais Chavez considère que l'une des tâches essentielles de son syndicat est de faire prendre conscience aux consommateurs de leurs responsabilités dans les conditions de travail et de salaire faites à ceux qui récoltent leur nourriture. Il organise donc le boycott du raisin afin que le pouvoir de contrainte des consommateurs se conjugue à celui des travailleurs pour faire échec au pouvoir des propriétaires. Des piquets de boycott sont ainsi mis en place devant les supermarchés des principales villes des Etats-Unis afin de demander aux Américains de ne plus acheter de raisin. Une marche de cinq cents kilomètres est organisée vers Sacramento pour donner le maximum de publicité au boycott. A Boston, les responsables montent une spectaculaire Boston Tea Party (on sait que c'est en jetant à la mer, dans le port de Boston, une cargaison de thé britannique que les Américains déclenchèrent le processus qui devait conduire la "Nouvelle Angleterre" à son indépendance) : après avoir défilé à travers la ville, ils jettent plusieurs caisses

de raisin dans le port. Ailleurs, on convoque des meetings, on imagine des pièces de théâtre, etc.

Bien entendu, les propriétaires terriens ne se laissèrent pas faire. Avec l'aide de la police et de la justice, ils s'efforcèrent de multiplier les tracasseries et les intimidations à l'égard des grévistes, tout en se refusant à la moindre négociation.

Bientôt le mouvement semble s'essouffler, les grévistes se découragent tandis que certains préconisent le recours à la violence. Sentant venir l'échec, César Chavez décide alors le 14 février 1968 de commencer une grève de la faim pour maintenir au mouvement son orientation fondamentalement non-violente. Pendant vingt-cinq jours, il s'abstient de toute nourriture en faisant explicitement référence aux jeûnes entrepris naguère par Gandhi. Lorsqu'il cesse de jeûner, son objectif est atteint: le mouvement a réaffirmé son adhésion à la non-violence et il est devenu plus fort pour poursuivre la lutte. Des progrès sensibles purent alors être enregistrés. L'opinion publique qui ne pouvait plus ignorer la condition des travailleurs agricoles se retourne en faveur du mouvement de Chavez. Des envois de fonds manifestent concrètement la solidarité du pays et permettent d'assurer aux grévistes et à leurs familles le minimum vital.

Une étape importante est franchie lorsque l'A.F.L.-C.I.O., la puissante fédération syndicale de George Meany, décide de reconnaître le syndicat de Chavez, devenue l'U.F.W.O.C., "United Farm Workers Organizing Committee", et de lui apporter son soutien.

Désormais rien n'arrêtera plus le mouvement entrepris. Et finalement, au début de 1970, les propriétaires se résignent à accepter de négocier. Ces négociations aboutissent le 29 juillet de la même année à un accord signé solennellement avec les vingt-six plus importants propriétaires de Delano. Ce jour-là Chavez peut proclamer: *"Aujourd'hui, au moment où il y a tant de violence dans ce pays, nous sommes heureux de montrer que cet accord justifie notre position: la justice sociale peut être réalisée par l'action non-violente."*

Chavez est, en effet, persuadé qu'il est vital pour l'avenir des travailleurs agricoles de demeurer dans la voie de la non-violence. Mais il faut bien voir dans quel esprit. La non-violence, pour Chavez, n'est pas une fin. Ses actions n'ont pas pour but de promouvoir la non-violence, mais la justice. Cependant, à chaque moment de son

action, il ne lui semble pas possible de promouvoir la justice autrement que par des moyens justes, c'est-à-dire par des moyens non-violents. En ce sens, sa non-violence est inconditionnelle.

C'est expérimentalement que César Chavez a découvert la non-violence. Il n'a pas choisi la non-violence à travers une démarche intellectuelle, en pesant le pour et le contre. Il a d'abord vécu la non-violence à travers ses expériences, avant de la reconnaître et de la nommer comme telle en faisant alors référence à Gandhi et à Martin Luther King. La non-violence de Chavez s'enracine d'abord dans son expérience religieuse. Le christianisme, en enseignant à l'homme à aimer son prochain et à pardonner à son ennemi, l'oblige, selon lui, à s'engager résolument et définitivement dans la voie de la non-violence. *"Notre conviction, dit-il, est que la vie a été donnée à l'homme par Dieu et que nul n'a le droit de la supprimer, en aucun cas, même pour une cause juste."*

Mais l'attachement de Chavez à l'esprit, aux principes et aux méthodes de la non-violence se fonde en même temps sur des considérations d'ordre stratégique. Il est convaincu que la non-violence est plus efficace que la violence pour apporter aux pauvres le pouvoir dont ils ont besoin pour se libérer. Car il s'agit bien pour les pauvres d'accéder au pouvoir, de devenir maîtres de leur propre destin en détruisant les privilèges des riches et des puissants. *"Les propriétaires, dit Chavez, sont longtemps apparus aussi puissants, simplement parce que les travailleurs n'avaient aucun pouvoir."*

Ainsi, à ses yeux, toute confrontation avec les pouvoirs établis est-elle impossible tant que les opprimés n'ont pas forgé leur propre pouvoir en s'unissant et en s'organisant. Mais une fois qu'ils ont acquis ce pouvoir, la confrontation est possible sans que la violence soit nécessaire. Pour Chavez, la conscientisation et l'organisation doivent viser à faire de la masse des opprimés une véritable communauté humaine fondée sur des relations vraies entre les personnes, motivée par un idéal de justice et de fraternité et engagée dans des voies créatrices. Son expérience personnelle, enracinée dans l'expérience de son peuple lui a appris que son peuple ne peut se libérer qu'en affirmant sa propre humanité et sa propre dignité, et cela d'abord à ses propres yeux. Aussi les pauvres doivent-ils d'abord apprendre à ne plus avoir peur en face des puissants et Chavez est persuadé que l'action non-violente est le meilleur remède contre la peur. *"Nous avons aidé notre peuple à perdre*

la peur, pouvait-il affirmer après quelques mois de lutte. Quand une personne jeune ou âgée prend place dans les rangs d'un piquet de grève, même si ce n'est que pour un ou deux jours, elle ne sera jamais la même ensuite. Elle a affirmé en elle sa propre humanité et, par la non-violence, elle a affirmé l'humanité de ses propres adversaires."

Le leader chicano va plus loin: il est convaincu que la violence est l'arme des riches et qu'elle ne peut servir aux pauvres parce qu'ils seront toujours privés des instruments de violence dont les puissants ont en quelque sorte le monopole. Au demeurant, les propriétaires de Delano se sont toujours efforcés de provoquer les travailleurs à la violence car ils savaient bien que la violence discréditerait le mouvement de Chavez et viendrait accrédi-ter la thèse que les grévistes n'étaient que des "agitateurs communistes".

Les pauvres ont le temps pour eux

Au cours de leurs longs mois de lutte, les travailleurs agricoles qui autrefois manquaient d'espérance ont appris la vertu de patience. Non pas une patience qui les amène à se résigner, mais au contraire une patience qui les détermine à poursuivre jusqu'au bout le combat qu'ils ont engagé. Persuadés de la justesse de leur cause, ils savent d'expérience que s'ils ne cèdent pas les premiers, les propriétaires finiront par le faire. "Si les riches ont l'argent, aime à dire César Chavez, les pauvres ont le temps." Et cette maxime, si nous nous donnons la peine de ne pas la comprendre de travers, nous donne la clé de son succès.

Chavez a bien conscience qu'il ne suffit pas d'avoir signé des contrats avec les propriétaires pour que les problèmes des travailleurs agricoles se trouvent résolus. Pour lui, il ne peut s'agir que d'un premier pas. Mais une longue marche commence toujours par un premier pas et, surtout, ce premier pas montre que la marche est possible. "Pour que les efforts d'organisation soient remplis de succès, dit Chavez, vous devez avoir quelques buts clairement définis. Et, quand vous organisez, vous devez le faire morceau par morceau, délibérément et avec beaucoup de soin. C'est comme pour creuser un fossé: vous prenez seulement une pelletée à chaque fois. Mais chaque petite victoire suscite un esprit de cohésion et de détermination parmi le peuple."

Aujourd'hui Chavez a engagé d'autres combats sur d'autres fronts. Mais toujours dans le même esprit, avec les mêmes objectifs.

Le bataille de la salade

Après avoir gagné la bataille du raisin il a ainsi engagé le "combat de la salade", en apportant le soutien de son organisation aux ouvriers agricoles — particulièrement exploités — de ce secteur. Là encore, les propriétaires commencèrent par refuser la négociation. Chavez entreprit alors un nouveau boycott qu'il suspendit lorsque ses interlocuteurs acceptèrent d'ouvrir le dialogue. Mais quatre firmes seulement allèrent jusqu'à la conclusion d'un accord. Toutes les autres ne désiraient nullement voir aboutir les négociations mais au contraire firent tout ce qui était en leur pouvoir pour empêcher les travailleurs de s'organiser.

Dans ces conditions, le 2 mai 1972, César Chavez annonçait la reprise du boycott (sauf pour la salade des propriétaires qui avaient conclu un accord avec lui). Quelques jours plus tard, Chavez renforce son action par une deuxième grève de la faim qui durera vingt-quatre jours, et qu'il entreprend pour protester contre une loi signée le 11 mai par le gouverneur républicain de l'État d'Arizona, et qui vise à retirer au syndicat des travailleurs agricoles qu'il dirige toute possibilité de s'organiser. Selon ce texte, en effet, l'organisation d'un boycott devient illégale; en outre, des conditions tellement restrictives sont mises au droit de grève que celui-ci est pratiquement aboli. *"Cette loi, devait déclarer Chavez, est fondée sur la discrimination car elle est seulement dirigée contre les travailleurs agricoles, qui sont surtout des Noirs, des Bruns et des Indiens."* A la fin de sa troisième semaine de jeûne, Chavez reçut la visite de la chanteuse pacifiste Joan Baez et surtout celle de Coretta King, la veuve du pasteur noir assassiné. De nombreuses personnalités lui exprimèrent également leur appui. La campagne électorale présidentielle lui fut également bénéfique. En effet, on s'en souvient, la convention démocrate choisit le sénateur McGovern comme challenger de M. Nixon. Or McGovern a toujours appuyé la cause des travailleurs agricoles. Le 20 mai 1972, il avait lui aussi rendu visite à Chavez et l'avait déclaré *"un des plus grands parmi les Américains"*.

Malgré tout, la loi inique a été mise en application. Ce que voyant, la Californie voulut suivre cet exemple. Face à cette nouvelle attaque, Chavez organisa une vaste campagne d'information, à l'aide de meetings dans toutes les grandes villes de l'État et le projet fut rejeté lors du

scrutin du 7 novembre. A l'heure actuelle, la campagne pour le boycott de la salade se poursuit et la bataille de fond n'est pas gagnée. Le leader chicano demeure cependant optimiste.

Une souffrance qui crie vers le ciel

César Chavez est catholique. Dans ses paroles comme dans ses actes il ne manque jamais de se référer à sa foi chrétienne. Les Chicanos, dans leur ensemble, sont aussi des hommes profondément religieux. Ils trouvent normal de commencer leurs grands rassemblements par une messe et ont une dévotion très enracinée à la Vierge de la Guadalupe (qui est vénérée au Mexique). Il était donc naturel que le leader de Delano attende le soutien des Eglises dans son action et qu'il cherche à l'obtenir.

Ce soutien lui a toujours paru comme ne devant pas poser de questions: comment des Eglises qui se réclament du Christ pourraient-elles rester à l'écart d'un mouvement de libération des pauvres? Lorsqu'il lança le boycott des raisins, Chavez fit donc appel à elles, affirmant que *"tout ce qu'elles avaient enseigné depuis deux mille ans était en jeu"*.

Cet appel fut — on s'en doute — accueilli assez différemment suivant les milieux et les personnes. De nombreux chrétiens, et plus particulièrement de nombreux prêtres et pasteurs lui apportèrent aussitôt leur concours résolu et ils jouèrent souvent un rôle prépondérant dans l'organisation du mouvement. Mais d'autres se tinrent sur la réserve, exprimèrent leur méfiance ou témoignèrent même de leur hostilité. Ici, comme souvent, les Eglises étaient trop habituées à avoir partie liée avec les pouvoirs établis. Elles se trouvèrent donc paralysées par la peur lorsqu'il s'est agi pour elles de se compromettre réellement pour les pauvres. Ici comme en d'autres pays, c'est fait lourdement sentir cette répugnance instinctive des Eglises à l'égard du politique, du moins lorsqu'il ne s'agit plus de se soumettre passivement aux pouvoirs établis.

Chavez combattit avec détermination pour remonter le courant, faisant référence à la doctrine sociale chrétienne et aux encycliques du pape: *"L'Eglise a perdu la classe ouvrière en Europe, disait-il, et elle peut très bien perdre de larges couches de la classe laborieuse dans ce pays aussi, si quelque chose de radical n'est pas entrepris."* Précisant

sa pensée, il ajoutait: *"La plupart des travailleurs sont des Chicanos et la plupart des Chicanos sont catholiques. L'Eglise est la seule institution avec laquelle notre peuple est étroitement lié. Quand l'Eglise ne répond pas à nos appels, nous sommes profondément blessés et nous sommes tentés d'éclater en colère contre elle."*

A vrai dire, César Chavez lui-même n'est guère perméable à cette colère qu'il voit et qu'il comprend chez ses compagnons. Mais il y a chez lui une souffrance profonde de voir son Eglise hésiter à s'engager franchement au service des pauvres. *"Ici, à Delano, dit-il, l'Eglise est restée tellement étrangère à nos problèmes que notre peuple a tendance à la confondre avec tous les pouvoirs et les institutions auxquels il s'oppose."*

"Nous devons faire plus que de donner du lait"

Mais, encore une fois, des minorités agissantes se séparèrent nettement de la masse. Par exemple, l'aumônerie californienne des Migrants qu'animait le révérend Chris Hartmire de Los Angeles et qui s'engagea sans réserve aux côtés des travailleurs. Ce qui lui valut d'ailleurs de multiples attaques non seulement de la part des propriétaires mais aussi d'une partie du clergé local. Chris Hartmire ne se laissa pas impressionner pour autant: *"Dans notre société, expliqua-t-il, nous tirons tous profit de la pauvreté. Les ouvriers agricoles regardent les Eglises comme une partie de l'establishment. Nous devons faire plus que de donner simplement de la nourriture et du lait aux enfants affamés des travailleurs agricoles."* Par la suite, devant les attaques violentes lancées contre les prêtres et les pasteurs engagés aux côtés de Chavez, onze personnalités religieuses appartenant aux différentes confessions intervinrent dans le conflit: *"Nous rejetons, déclarèrent-elles, l'hérésie selon laquelle les Eglises et les synagogues ne doivent s'occuper que des sujets spirituels. La souffrance des travailleurs agricoles et de leurs enfants crie vers le ciel et demande l'attention de tous les hommes de conscience."*

Finalement, là aussi, Chavez finit pourtant par faire reconnaître la justesse de sa cause. Il connut une grande joie lorsqu'un Chicano comme lui, Patrick Flores, avec qui il a passé son enfance dans les champs de coton et les vignobles de Californie, fut nommé par Rome évêque auxiliaire de San Antonio. Mgr Flores s'identifie lui aussi parfaitement à son peuple à la fois dans ses espérances spirituelles et dans ses aspirations temporelles. Evêque, il est resté spirituellement et politiquement

solidaire des opprimés. Lors de notre rencontre à San Antonio, il me faisait part de son intention d'inviter Dom Helder Camara. Les deux hommes en effet sont engagés dans le même combat.

Une nouvelle et décisive étape fut franchie lorsque la commission de l'épiscopat américain pour le monde agricole qu'animait un autre évêque auxiliaire, celui de Hartford, Connecticut, Mgr Joseph Donnelly, proposa en mars 1970 sa médiation entre les propriétaires et les travailleurs.

Le combat, César Chavez le poursuit maintenant à l'échelon national. Il a quitté Delano pour s'installer dans un petit village de montagne: Keene. Il a installé là, dans un ancien sanatorium, tous les services administratifs de son syndicat.

Je lui ai rendu visite en août 1972. A l'entrée du domaine, il m'a fallu montrer patte blanche. Depuis que certains indices sérieux ont donné à penser qu'un complot était organisé pour attenter à la vie de Chavez, celui-ci a dû se résigner, sous la pression de ses plus proches collaborateurs, à ce que des mesures de sécurité très strictes soient prises.

Mais l'homme n'a pas changé. Son beau visage d'Indien, où se reflètent à la fois son calme et sa détermination, s'illumine fréquemment d'un large sourire. Lorsque je lui ai demandé si après que Gandhi et Martin Luther King eurent été assassinés, il se sentait à son tour menacé, il m'a répondu en riant que ceux qui ont choisi la violence sont beaucoup plus nombreux à mourir que ceux qui ont choisi la non-violence et qu'au demeurant son travail auprès des travailleurs agricoles ne lui laisse guère de temps de penser aux menaces qui pourraient peser sur lui.

Tiré de: *Informations Catholiques Internationales*, 15 mars 1973.

ATTENTION

**En juin nous serons inviter à boycotter
la nouvelle récolte de Californie.
Appuyons ce geste de solidarité.**

"Ailleurs, c'est peut-être ici mon ami"

(*Jacques Michel*)

Hubert Coutu

Les responsables des différents comités de Solidarité Internationale se font souvent reprocher de s'occuper des problèmes qui ne les regardent pas, alors qu'il y a tant à faire ici. Une table ronde, réunissant des personnes¹ impliquées dans ces actions, a permis de mieux voir les liens faits ou à faire entre ailleurs et ici.

Les enjeux de là-bas

Il est difficile de faire connaître chez-nous les enjeux et les causes réelles des situations ou des conflits pour la solution desquels les Comités de Solidarité existent. On est obligé, pour amener la population à réagir, de publiciser les effets les plus spectaculaires de ces situations (effets dramatiques sans doute, mais effets quand même).

Un film de dix minutes à la télévision sur des gens qui meurent de faim en Éthiopie, attire la sympathie et la pitié de milliers de spectateurs. Des sommes importantes sont ramassées en quelques jours. Mais on continue d'ignorer ce qui se passe là-bas. On espère même, sans

¹ Cette table ronde comprenait Yves Laneuville, du Comité Québec-Chili, Lise Nantel, du Comité-Vietnam, Jacques Fournier, du Comité-Angola, Jean-Claude Leclerc, éditorialiste au *Devoir*, Paul-Émile Charland et Hubert Coutu de *Dossiers "Vie ouvrière"*.

doute, que la cause de cette famine ne soit que "naturelle". C'est plus simple. Si on avance que l'organisation politique et les structures économiques du pays peuvent être éventuellement responsables, sinon du fait de la famine du moins de son aggravation, alors nos sentiments humanitaires se refroidissent et notre militantisme politique ne se réchauffe pas pour autant. Qui sait, par exemple, qu'il y a actuellement de graves "désordres civils" en Ethiopie? Quel lien existe-t-il entre ces désordres et la famine?

D'autre part, les articles qui précèdent essaient de nous faire voir des enjeux. Les tortures, les emprisonnements, les assassinats, la répression systématique dans ces pays ne sont pas les produits du hasard ni de la méchanceté individuelle de quelque mauvais gouvernants. Dans chacun de ces pays s'affrontent deux forces: deux projets politiques opposés.

Au Vietnam, un projet de libération nationale de type socialiste affronte, depuis 20 ans, un pouvoir militaire étranger implanté chez-lui avec l'appui d'une minorité vietnamienne qui profite de la situation. Le fait des 200,000 prisonniers politiques ne peut être compris complètement en dehors de ces enjeux.

Même chose en Angola où le Mouvement Populaire pour la Libération de l'Angola, qui contrôle le tiers du pays, fait face au pouvoir militaire portugais avec la bénédiction et l'appui de l'O.T.A.N.

Au Chili, deux projets politiques s'affrontent de la même façon. Dans les trois pays, ces mouvements de libération, à la fois nationale et socialiste, font face à des forces étrangères énormes qui ont nom: le Pentagone, l'O.T.A.N., les Compagnies multinationales. Dans les trois pays, on discrédite ces mouvements en traitant ces artisans de communistes, de marxistes, de pantins à la solde de puissances étrangères!

Une approche exclusivement humanitaire de ces situations masque facilement les enjeux réels de ces conflits et entretient l'illusion d'une aide qui soit "neutre" de notre part, du style de l'A.C.D.I. du gouvernement fédéral. Reconnaître la junte militaire du Chili n'est pas un geste neutre, ni débloquer des crédits! Lutter pour la libération des prisonniers politiques n'est pas un geste neutre non plus. Dans les deux cas, c'est prendre parti. D'ailleurs, l'A.C.D.I. le sait très bien quand il s'agit d'aider le camp auquel elle n'est pas sympathique.

Les enjeux de là-bas n'ont pas d'ancrage ici

Notre difficulté à saisir les enjeux des conflits d'ailleurs ne viendrait-elle pas du fait qu'il n'y a pas, chez-nous, d'enjeux de cette nature clairement définis?

Une solidarité ne peut se créer sans identification. Or nous n'avons pas l'expérience de l'occupation militaire de notre territoire, comme cela se produit au Vietnam ou en Angola. On ne peut alors s'identifier à un résistant ou à un prisonnier politique. On ne peut comprendre que des gens tuent pour sauver leur peau et leur pays.

Notre seule identification est alors d'ordre humanitaire et individuel. Ainsi, une mère de famille d'ici est prête à faire des pressions pour qu'un enfant soit libéré des prisons du Vietnam. Elle ne peut concevoir qu'un enfant aille en prison car elle est mère. C'est sa seule identification. Mais les autres, les adultes? Ceux qui ont lutté contre Thieu? — *"Ici, ceux qui vont en prison le méritent! Ce doit être pareil là-bas!"* — Protestons donc contre les mauvaises conditions de détention...

Le cas du Chili est plus éclairant. Au Québec, ce sont les militants ouvriers qui ont le mieux compris les enjeux du coup d'Etat de septembre. Pourquoi? Probablement parce que ce sont eux qui soupçonnent le plus ce que serait chez-nous et pour nous un projet politique de type socialiste. Ce sont eux qui sentent le plus le besoin d'un parti ouvrier. Ce sont eux qui s'identifiaient le plus à la voie chilienne vers le socialisme. Leur expérience de lutte ici leur fait saisir des éléments de la lutte chilienne. Il y a donc là une indication que s'il existait ici un projet socialiste cohérent et un parti ouvrier organisé, il serait beaucoup plus facile de comprendre les expériences semblables qui se font ailleurs et les problèmes que cela pose.

Pour la masse de la population qui ne peut voir près d'elle des projets très concrets de cette nature, tout ceci demeure bien abstrait. Son explication du coup d'Etat et de la répression au Chili ne peut être autre que celle-ci: *"Si les gens sont punis, c'est qu'ils ont fait des choses pas correctes. Ici, ceux qui sont punis, ce sont ceux qui ne respectent pas le code civil."* Peut-on reprocher à des gens de ne pas voir ailleurs ce qui n'existe pas ici? C'est-à-dire: deux projets différents de société, projets articulés et qui s'affrontent dans un rapport de forces?

Nos complicités

Difficulté d'identifier les enjeux ailleurs. Impossibilité de les ancrer dans des enjeux d'ici parce qu'ils n'existent pas encore. On peut facilement imaginer alors la fragilité d'une action internationale dans un tel contexte.

Comment rendre croyable que nous sommes complices des massacres en Angola, des tortures au Vietnam et du coup d'Etat au Chili? Si jamais nous découvrons nos complicités, comment agir? Par le boycottage? Oui, mais pour combien de temps, s'il n'est pas soutenu par une forte organisation qui fasse contre-poids à la publicité? Par des pressions sur les gouvernements? Oui, mais comment croire qu'ils puissent agir efficacement quand ils s'identifient plus au Portugal qu'au Mouvement Populaire pour la Libération de l'Angola, plus au gouvernement de Thieu qu'au Gouvernement Révolutionnaire Provisoire, plus à Pinochet qu'à l'Unité Populaire? Et comme nous n'avons pas de parti politique qui serait nettement sympathique à l'autre groupe, que pouvons-nous faire de concret?

Le prix de notre confort? La mort des autres

Que pouvons-nous faire? C'est toujours la question. Mais il y a quand même un bon point d'acquis. Les situations vécues ailleurs dans la pleine lumière du conflit nous aident à prendre conscience de ce qui se passe ici. Elles nous aident à radicaliser notre diagnostic sur la bonté de notre société. Somme toute, on pourrait bien penser que notre jardin n'est pas si mal (et Dieu sait que la majorité canadienne pense ainsi). Les Comités internationaux nous aident à regarder dans le jardin du voisin. On se rend compte alors que l'abondance et la beauté de notre jardin sont directement proportionnelles à la destruction du jardin du voisin. Nous lui siphonnons son eau, son engrais, sa terre, ses plantes. On a besoin de détruire le sien pour faire le nôtre. C'est ce que cela veut dire quand on nous dit froidement que nos sociétés occidentales qui constituent 20% de la population, consomment 80% des biens de la planète. Il semble que ceci doit être amplement suffisant pour mettre en doute d'une façon définitive la bonté du système capitaliste. Il ne fait que développer le sous-développement.

Mais ici, le programme du Parti Libéral du Québec propose un renforcement encore plus grand de ce système. La prospérité et la stabilité économique, dans notre système actuel, ne peuvent se réaliser qu'en continuant de fabriquer, chez-nous, du matériel militaire pour le Vietnam, l'Angola, le Chili ou ailleurs. La prospérité et la stabilité économique, dans le système actuel, ne peuvent se réaliser que par l'implantation, chez-nous, sans condition, de Compagnies multinationales qui disent NON, partout où elles sont implantées, à la liberté nationale et à la libération des travailleurs. L'expérience chilienne le prouve amplement.

Les Comités de Solidarité Internationale nous obligent au moins à ouvrir les yeux. Le jardin dévasté de notre voisin, grâce à leur action, est plus présent dans nos choix les plus quotidiens. N'est-ce pas une raison déjà suffisante pour qu'ils continuent leur travail.

Je désire m'abonner à Dossiers "Vie ouvrière"

pour un an, \$5.00 pour deux ans, \$9.00

Nom:

Adresse:

.....

Ci-inclus, le montant de:

Retourner à: Dossiers "Vie ouvrière", 1201 Visitation, Montréal H2L 3B5

Les prophètes, éveilleurs de conscience

par Jean MARTUCCI

Au-delà de toutes les fausses images qu'on peut s'en faire, **les prophètes bibliques**, intimement mêlés aux problèmes de leur temps, étaient d'abord et avant tout des éveilleurs de conscience qui, à leurs risques et périls, ont contesté le **désordre établi**. A ce titre, ces hommes d'une autre époque restent étonnamment actuels. Sur les noms bibliques un peu bizarres qu'on trouvera dans cet article, plusieurs lecteurs mettront sans doute des noms contemporains, tant il y a de connivences entre les prophètes d'hier et ceux d'aujourd'hui.

De fausses images

En entendant le mot "prophète", on pense presque instinctivement à une personne qui prédit l'avenir. "Prophète" et "devin" sont, à toutes fins utiles, des synonymes dans le langage courant. Sans doute hypnotisée par **l'accomplissement des Ecritures** dont parle souvent le Nouveau Testament, la tradition a fini par croire que la prédiction était la première fonction prophétique. Les prophètes bibliques ont certainement tourné vers l'avenir les yeux de leurs contemporains et ils ont aussi très souvent évoqué les conséquences prévisibles de certains gestes posés par les hommes de leur temps, mais ils ne sont **pas d'abord des devins**.

Jean Martucci est professeur d'exégèse biblique à la Faculté de théologie de l'Université de Montréal.

Les prophètes bibliques passent facilement pour des originaux, voire des détraqués. On pense à "Isaïe qui s'est promené nu et déchaussé pendant trois ans" (Isaïe, 20, 3) ou à Ezéchiel qui reste couché "sur le côté gauche... pendant cent quatre-vingt-dix jours... et sur le côté droit... pendant quarante jours" (Ezéchiel 4, 4-8)! Et on fait vite remonter les prophéties bibliques aux prophètes cananéens qui "se tailladaient avec des épées et des lances jusqu'à l'effusion du sang" (1 Rois 18, 28). Pourtant, malgré certains gestes pour nous étranges posés par les prophètes bibliques, ces hommes se caractérisent par une intelligence supérieure, comme chez Isaïe, ou un bon sens solidement enraciné, comme chez le prophète Amos, un bon **habitant** du village de Téqoa.

Les prophètes bibliques sont-ils des **mystiques**? On pourrait le croire à cause des nombreux récits de **vision** qu'on trouve un peu partout dans les écrits prophétiques, surtout chez Ezéchiel. Mais il faut bien se rappeler que le récit de vision s'inscrit le plus souvent dans le cadre d'un **genre littéraire** emprunté **conventionnellement** pour livrer un message. Ce n'est pas parce qu'un récit parle de vision qu'il y a eu nécessairement vision. De toute façon, les prophètes bibliques, même si certains d'entre eux peuvent avoir connu de véritables visions, ne sont **pas d'abord des hommes voués à la contemplation** et à la recherche de l'extase.

S'ils ne sont d'abord ni des devins, ni des originaux, ni des visionnaires, que sont donc les prophètes bibliques?

Des éveilleurs de conscience

Les récits de vocation prophétique nous présentent les prophètes comme des hommes qui ont à **prendre la parole**. Symboliquement, Isaïe (6, 6) voit ses **lèvres** purifiées par une braise, Jérémie (1, 9) voit sa **bouche** touchée par la main de Dieu et Ezéchiel (3, 1) doit avaler un volume roulé contenant sa future prédication. Dans tous les cas, une voix est censée dire au prophète quelque chose comme: "Va **parler** à mon peuple... Je t'envoie pour leur **dire**..." C'est par la parole surtout que les prophètes exercent leur fonction en Israël. Si on veut se donner une bonne image concrète du prophète biblique, il ne faut pas penser à un devin qu'on irait consulter pour savoir ce qui se passera demain ou à un mystique perdu dans sa contemplation devant le Saint des saints du Temple de Jérusalem, mais à un tribun qui harangue le peuple sur les places publiques. Parfois, il posera un geste symbolique qui en dit plus long que tous les discours; c'est ce qu'on appelle les

actions prophétiques. Les prophètes ont donc pour mission première de parler. Un jeu de mots peut aider à bien fixer leur fonction: ils ne sont pas d'abord des hommes de **prédiction**, mais des hommes de **prédication**. Il faut même ajouter ici que les prophètes ne sont pas nécessairement écrivains. Nous n'avons pas de livres d'Elie et d'Elisée qui, pourtant, ont été de très grands prophètes au 9^e siècle avant J.-C. Les livres prophétiques que nous avons n'ont pas tous été composés par les prophètes eux-mêmes à qui ils sont attribués et, de toute façon, ils ne sont que les vestiges d'une activité beaucoup plus étendue et diversifiée.

C'est surtout **pour contester** des habitudes désuètes, contraires à la foi ou dangereuses pour la vie du peuple que les prophètes prenaient la parole. Au sein de leur société, ils étaient d'impitoyables critiques. Ils observaient **l'actualité** avec une **lucidité** qui faisait peur, et dénonçaient en elle tout ce qui pouvait être contraire à la vocation d'Israël exprimée par la Loi de Moïse. Ils n'épargnaient rien, ils ne ménageaient personne. Ils ont résisté en face aux rois, qui pourtant étaient presque tout-puissants. Ils ont démasqué les puissants et les exploités. Ils ont attaqué le clergé, même si Ezéchiel est prêtre lui-même et Jérémie de souche sacerdotale. Ils sont allés jusqu'à mettre en question une institution sacrée aussi inébranlable en apparence que le Temple de Jérusalem. **Contestataires et contestés, ils ont été de continus dérangeurs.** Tant et si bien que la plupart d'entre eux ont connu les interdictions, les **excommunications**, les **misés à l'index**, les mesures punitives, les incarcérations et bien souvent la condamnation à mort. On comprend alors le "sage" conseil qu'on leur donnait: "Voyants, ne voyez pas! Prophètes, ne prophétisez pas! Dites-nous donc plutôt des choses agréables et tâchez d'avoir des visions illusoires! (Isaïe 30, 10).

Mais les prophètes ne dérangeaient pas pour le plaisir de déranger. Leur but était de **conscientiser**. Ils voulaient montrer que **la foi a des exigences** qu'on ne peut pas éluder, si on veut rester fidèle et logique. Les prophètes voulaient qu'Israël prenne conscience de toutes les dimensions, même sociales, politiques et économiques, de son adhésion à l'Alliance. Les prophètes sont des "révolutionnaires" en un sens, mais **ils n'ont pas pour ambition de prendre le pouvoir**. Ils visent exclusivement à éveiller les consciences de ceux qui l'exercent et de ceux qui le subissent; et ils tiennent même à garder leurs **distances** à l'égard des autorités pour toujours rester libres de les critiquer.

Cette mission, les prophètes l'exercent avec la ferme conviction qu'elle constitue **pour eux la volonté de Dieu**. C'est pour obéir à leur conscience

et répondre à **un appel intime** que les prophètes se décident à parler et à agir. Très souvent, un événement, un événement-choc ou une situation intolérable les a provoqués. Les textes bibliques rendent ces expériences dans des récits qui parlent de **visions** et de **dialogues** avec Dieu. Il ne faut pas prendre ces récits au pied de la lettre, mais il reste que les prophètes parlent avec une surprenante assurance, parsemant leurs discours d'expressions audacieuses comme: "Ainsi parle le Seigneur!... Oracle du Seigneur!... La bouche du Seigneur a parlé!" Les prophètes voient clairement et disent expressément que ce qu'ils exigent est **une conséquence de la foi**.

Entrons maintenant dans quelques-uns de ces domaines où les prophètes interviennent au nom de leur foi.

Les disparités sociales

Le Livre de Job trace un émouvant tableau de ce que pouvait être la condition des pauvres aux temps bibliques: "Les indigents ont honte de se montrer dans la rue et tous les pauvres se cachent de la même manière. Comme des bêtes du désert, ils sortent, poussés par la faim de leurs petits, et ils cherchent quelque chose à manger... Ils s'en vont nus, sans vêtements. Morts de faim, ils portent les gerbes des autres... Morts de soif, ils foulent les cuves des autres. Ils passent la nuit sans couverture contre le froid... L'averse des montagnes les pénètre; faute d'abri, ils s'accrochent aux rochers... (Job 24, 2-8).

Devant une telle situation, les prophètes ne peuvent pas se taire. **Amos** va secouer la conscience des riches de Samarie "couchés sur des lits d'ivoire et vautrés sur leurs divans" (6, 4), qui ont "maison d'hiver et maison d'été, demeures d'ivoire et résidences d'ébène" (3, 15). Il dit que Dieu "rugit" (1, 2) devant ces inégalités, et qu'elle sera bientôt "finie l'orgie des possédants" (6, 7). Apercevant les riches épouses des propriétaires qui "vivent en paix sur la montagne" (6, 1), il les traite publiquement de "**vaches de Bashan**" (4, 1), et, en bon habitant qu'il est, il sait que les vaches de Bashan ont des cornes!

L'exploitation

Ces disparités s'aggravent du fait qu'elles sont dues à une exploitation éhontée de la part des riches. **Isaïe** dénonce vigoureusement le système

économique lui-même ou, du moins, les abus qu'y commettent une poignée de "capitalistes" avant la lettre: "Malheur à ceux qui ajoutent maison à maison et joignent champ à champ, au point de prendre toute la place et de rester les seuls habitants du pays" (Isaïe 5, 8). **Amos** ne mâche pas ses mots. Il accuse les riches exploités "d'opprimer les faibles et d'écraser les pauvres" (4, 1); il les traite d'"opresseurs des honnêtes gens et extorqueurs de paiements" (5, 12); il dénonce leurs pratiques commerciales déloyales qui leur fait "diminuer la mesure, augmenter le sicle (c'est-à-dire la monnaie) et fausser les balances" (8, 5); il affirme qu'à cause d'eux le peuple d'Israël s'en tirera devant le jugement de Dieu "comme un berger sauve de la gueule du lion deux pattes ou un bout d'oreille" (3, 12). Amos a même l'audace d'aller dire toutes ces choses en plein sanctuaire royal, à Béthel. Il est évidemment expulsé par le prêtre Amasias qui a la charge du sanctuaire et qui lui dit d'**aller faire le prophète ailleurs** (Amos 7, 10-15). Cent ans après Amos et Isaïe, au 7^e siècle, la situation ne s'est guère améliorée puisque le prophète **Sophonie** s'en prend en bloc à tous les commerçants de Jérusalem et qu'il prédit des émeutes qui vont "anéantir cette engeance de marchands et retrancher tous ces peseurs d'argent... dans le fracas et les hurlements" (Sophonie 1, 10-11).

Les prophètes prennent obstinément la part des pauvres et des faibles, souvent symbolisés par "la veuve et l'orphelin". Tout contestataires et avant-gardistes qu'ils soient, ils s'inscrivent alors dans la plus parfaite **fidélité** à la Loi de Moïse. Reprenant dans un esprit nouveau des éléments anciens, le Deutéronome écrit par exemple: "Tu n'exploiteras pas le salarié humble et pauvre, qu'il soit d'entre tes frères ou salarié en résidence chez toi. Chaque jour tu lui donneras son salaire, sans laisser le soleil se coucher sur cette dette; car il est pauvre et il attend impatiemment son salaire" (24, 14-15). On recommandait même aux propriétaires terriens d'"oublier" dans leurs champs des gerbes de blé, des olives et des grappes de raisin pour "l'étranger, l'orphelin et la veuve" (24, 19-21).

La trahison des chefs

Israël, voulant se conformer en cela aux modèles socio-politiques de son temps, s'est donné des rois et des institutions stables. Les prophètes constatent, avec le temps, l'échec de cette innovation et disent, par exemple, que la monarchie n'a fait que créer des problèmes et multiplier les infidélités. Le prophète **Osée** prête à Dieu des paroles amères adressées à Israël: "Où

donc est-il ton roi, qu'il te sauve? où sont tes chefs, qu'ils te protègent? où sont-ils ces rois et ces chefs que tu m'as toi-même demandés? Un roi, c'est dans un geste de colère que je te l'ai concédé et c'est dans un geste de fureur que je vais te l'enlever!" (Osée 13, 10-11). Le prophète **Michée** décrit en termes qui font image les abus du pouvoir et annonce que bientôt les autorités ne seront plus que des étrangères pour le Dieu d'Israël: "Quand ils auront dévoré la chair de mon peuple, quand ils lui auront **arraché la peau et brisé les os**, quand ils l'auront **déchiré comme viande en marmite, comme viande en plein chaudron**, alors, ils crieront vers le Seigneur, mais il ne leur répondra pas. Il cachera sa face en ce temps-là, à cause des crimes qu'ils ont commis" (Michée 3, 3-4). Ce même Michée parle en face aux dirigeants de la nation: "Chefs de la maison d'Israël, vous exécutez la justice, vous tordez tout ce qui est droit, vous construisez Sion avec le sang et Jérusalem avec le crime" (Michée 3, 9-10). Il faut dire qu'à tous les niveaux les dirigeants d'Israël n'étaient plus que des traîtres, à certains moments. Un peu avant la grande réforme de Josias, **Sophonie** trace un tableau désespéré de Jérusalem: "Ses **ministres** au milieu d'elle sont des **lions rugissants**; ses **juges** ne sont que des **loups du soir** qui n'ont rien eu à manger depuis le matin; ses **prophètes** (**Sophonie pense à certains faux prophètes qui venaient brouiller les cartes**) sont des **vantards** et des **imposteurs**; ses **prêtres** ne sont plus que des **profanateurs** de choses saintes et des **violateurs** de la Loi" (Sophonie 3, 3-4).

Certains qui, aujourd'hui, lisent ces textes pour la première fois s'attendraient peut-être à plus de **douceur** ou du moins à plus de **retenue** de la part d'"hommes de Dieu". Mais les dénonciations voilées, nuancées et souvent anonymes des encycliques papales et des documents de la hiérarchie tiennent plus de la diplomatie que du prophétisme, il faut bien l'avouer! Les prophètes d'hier appelaient les choses par leur nom et dénonçaient les responsables en les montrant du doigt. Il est peut-être plus difficile aujourd'hui, dans certains systèmes, de désigner clairement des coupables, mais, si notre langage s'en tient à des banalités et des généralités, nous ne sommes pas les dignes successeurs des "prophètes, vos devanciers" dit Jésus (Matthieu 5, 12).

Le prophète **Ezéchiël**, disant déjà avant Jésus que l'autorité ne peut être qu'un service si elle veut rester légitime, compare les chefs d'Israël à des pasteurs qui n'ont pensé qu'à leurs propres intérêts: "Malheur aux pasteurs d'Israël qui se paissent eux-mêmes... Vous vous êtes nourris de lait, vous vous êtes vêtus de laine, vous avez sacrifié les brebis les plus grasses, mais vous n'avez pas fait paître le troupeau" (Ezéchiël 34, 2-3). Il faut aller lire

tout ce chapitre 34 d'Ezéchiel qui est un des plus violents réquisitoires contre les abus du pouvoir en Israël. A cette occasion Ezéchiel dit même que la situation est si désespérée que seul Dieu pourra la corriger et il rappelle à Israël sa grande espérance messianique: "Voici: j'aurai soin moi-même de mon troupeau et je le passerai en revue... Je susciterai pour le mettre à leur tête un pasteur qui les fera paître, (et il sera comme) mon serviteur, David" (Ezéchiel, 34, 11 et 23).

On voit que la promesse d'un Messie en Israël se présentait comme **une réponse à des besoins très concrets**. On pourra reprocher à certains milieux bibliques de l'Ancien Testament d'avoir **politisé** cette attente; mais, en retour, ils nous reprocheraient à nous, chrétiens, d'avoir tout simplement **désincarné** la nôtre. Avons-nous le courage aujourd'hui de dire, en tant que chrétiens, devant certains chefs de nos nations modernes: "Nos gardiens sont tous aveugles et ne comprennent rien! Ce sont des chiens muets, incapables d'aboyer... Ou bien des chiens voraces et insatiables... Ils suivent tous leur propre chemin, chacun ne cherchant que son intérêt... De qui donc vous moquez-vous? A qui faites-vous des grimaces? A qui tirez-vous la langue?" (Isaïe 56, 10-57, 4).

La corruption des juges

Le petit peuple exploité aurait pu normalement voir les tribunaux respecter ses droits. Mais les juges eux-mêmes ne pensaient qu'à leurs propres intérêts. Michée décrit bien la situation quand il dit: "Le juge juge pour un cadeau et le grand prononce suivant son bon plaisir" (Michée 7, 3). Amos, à la même époque, dénonce les responsables de cette situation: "Malheur à ceux qui changent le droit en poison et jettent à terre la justice! Malheur à ceux qui haïssent le défenseur du droit devant le tribunal public et détestent celui qui parle avec intégrité... Vos crimes sont innombrables et vos péchés sont énormes... Vous repoussez le pauvre quand il se présente devant le tribunal public. C'est pourquoi l'homme prudent se tait de ce temps-ci, puisque c'est un temps de malheur" (Amos 5, 7-12). L'homme "prudent" se tait, mais le prophète, lui, n'est pas un "homme prudent": il dénonce en face l'injustice des tribunaux et a le courage de subir les conséquences de sa trop grande franchise. Isaïe, dénonçant la vénalité des tribunaux de son temps, rappelle que ces juges corrompus foulent aux pieds les exigences les plus élémentaires de la foi d'Israël et devront un jour subir les conséquences de leur infidélité: "Malheur à ceux

qui, pour un pot-de-vin, acquittent le coupable, alors qu'ils retirent son droit à l'homme juste! Aussi, comme la paille est la proie des flammes et comme le chaume disparaît dans le feu, leur racine deviendra pourriture et leur bourgeon sera emporté comme de la poussière, parce qu'ils ont rejeté la loi du Seigneur et méprisé la parole du Saint d'Israël" (Isaïe 5, 23-24). Plus de deux siècles plus tard, de lointains disciples d'Isaïe formulèrent la même plainte: "Le jugement est mis de côté et la justice se tient à l'écart" (Isaïe 59, 14).

Cette injustice érigée en système constitue le lieu où se développe l'espoir de l'avènement d'un chef **parfaitement juste**. Celui qu'Isaïe promet "ne juge pas sur l'apparence et ne se prononce pas par ce qu'il entend dire, mais il fait droit aux miséreux en toute justice et rend une sentence équitable en faveur des pauvres du pays... La justice est le pagne de ses reins et la loyauté fait une ceinture autour de ses hanches!" (Isaïe 11, 3-5). Tant que l'avènement du Christ n'aura pas fait éclater cette justice, des hommes auront le droit d'en douter.

Le pharisaïsme du clergé

Au milieu du marasme socio-politique, certains prêtres savaient prendre leurs responsabilités et, même, quelques-uns devenaient prophètes. Mais, d'une façon générale, le clergé avait bien plus tendance à défendre l'ordre établi et à se mettre du côté de l'**establishment**. Entre prophètes et clergé, les tensions ne manquèrent jamais en Israël.

Jérémie s'en prend aux prêtres qui se prennent pour la vérité: "Comment pouvez-vous dire que vous êtes des sages et que vous avez la Loi du Seigneur? Vraiment, c'est en mensonge que votre plume a changé cette Loi! Les sages (**que vous pensez être**) seront accablés de honte, consternés, pris au piège... Ils ont méprisé la parole du Seigneur. Alors voulez-vous me dire à quoi peut bien leur servir leur prétendue sagesse?" (Jérémie 8, 8-9).

Deux siècles après Jérémie, un prophète surnommé **Malachie**, déçu des prêtres du Temple de Jérusalem qui a été reconstruit de peine et de misère après le retour d'Exil, dresse un réquisitoire passionné contre le clergé de Jérusalem (voir Malachie 1, 6-2, 9). Il en veut particulièrement à l'hypocrisie de ces hommes qui ont transformé en simple source de revenus ce

qui devait être une fonction sacrée. D'après Malachie, c'est ainsi que Dieu leur parle: "Et maintenant, à vous cette monition, prêtres! Si vous n'écoutez pas, si vous ne prenez pas à cœur de donner gloire à mon Nom, j'enverrai sur vous la malédiction et je maudirai votre bénédiction. D'ailleurs, je l'ai déjà maudite, car il n'y a personne parmi vous qui prenne les choses à cœur. Je vais vous tordre les bras, je vous en avertis, et je vais vous jeter en pleine face vos ordures, les ordures de vos solennités, et on vous enlèvera avec elles! Je vous ai rendus méprisables et vils aux yeux de tout le peuple, parce que vous n'avez pas gardé mes voies et vous avez fait preuve de favoritisme en votre magistère" (Malachie 2, 1-9).

Cette attaque violente contre le clergé d'Israël, malgré son langage plus vert, n'a rien d'exceptionnel. Déjà **Osée**, trois siècles avant Malachie, faisait parler Dieu ainsi: "C'est à toi, prêtre, que j'en ai. Tu trébuches jour et nuit... et tu fais périr mon peuple. Mon peuple périt faute d'être éclairé. Puisque tu as, toi, rejeté la science, je te rejeterai, moi, de mon sacerdoce! (Osée 4, 4-6). **Osée**, qui sait pourtant être tendre et miséricordieux comme le prouvent les tout premiers chapitres de son livre, fait une incroyable colère contre les prêtres du clergé de Sichem: "Tel des bandits en embuscade, une bande de prêtres assassine sur la route de Sichem; vraiment, leur conduite est infâme" (Osée 6, 9).

Mais, au-delà d'une caste sociale précise, c'est l'hypocrisie religieuse, surtout, que visaient ces attaques contre le clergé.

L'hypocrisie religieuse

Les prophètes, de façon absolument unanime, rappellent que la "vraie religion" ne consiste pas à multiplier les pratiques rituelles, mais à respecter les principes élémentaires du droit et de la justice. Ils ne peuvent pas supporter qu'on se rende régulièrement au Temple de Jérusalem pour y offrir de généreux sacrifices, alors qu'on exploite les étrangers immigrés dans le pays, qu'on tient les pauvres dans leur indigence et qu'on ne manifeste aucune compréhension pour les plus démunis. **Osée** résume la volonté du Seigneur sur ce point: "C'est l'amour que je veux et non les sacrifices; la connaissance de Dieu et non les holocaustes" (6, 6).

Pour **Amos**, Dieu dit: "Je hais, je méprise vos fêtes, je n'ai que dégoût pour vos cérémonies... Que le droit coule donc comme de l'eau et la justice

comme un torrent qui ne tarit pas" (5, 21-24). Michée, à la même époque, pose une question à laquelle il répond tout de suite: "Dieu prendra-t-il plaisir à des milliers de béliers et à des libations d'huile par torrents?... On t'a fait savoir, homme, ce qui est bien et ce que le Seigneur réclame de toi: rien d'autre que d'accomplir la justice et d'aimer avec tendresse..." (6, 7-8). Isaïe, un contemporain d'Amos, Osée et Michée, fait dire à Dieu: "Que m'importent vos innombrables sacrifices?... Apprenez plutôt à faire le bien, recherchez le droit, secourez l'opprimé, soyez justes pour l'orphelin et prenez la défense de la veuve" (1, 11...17). Tout cela est dit au 8^e siècle avant J.-C.!

Environ cent ans plus tard, Jérémie se poste un jour à l'entrée principale du Temple de Jérusalem et harangue de la façon suivante les habitués du culte: "...Ecoutez la parole du Seigneur, vous tous Judéens qui entrez par ces portes pour vous prosterner devant le Seigneur. Ainsi parle le Seigneur, le Dieu d'Israël. Améliorez vos voies et vos œuvres et je resterai avec vous en ce lieu. Ne vous fiez point aux paroles mensongères qui répètent que c'est ici le sanctuaire du Seigneur, le sanctuaire du Seigneur, le sanctuaire du Seigneur!... Si vous avez un vrai souci du droit entre vous, si vous n'opprimez pas l'étranger, l'orphelin et la veuve..., alors je resterai avec vous en ce lieu... Quoi! voler, tuer, commettre l'adultère, se parjurer... puis venir se prosterner devant moi... et vous sentir en plus grande sécurité pour continuer toutes vos abominations! Mais à vos yeux, est-ce une caverné de voleurs, ce Temple qui porte mon Nom? Moi, en tout cas, je ne suis pas aveugle! Oracle du Seigneur!" (Jérémie 7, 1-11). Et Jérémie prédit la destruction de ce Temple, ce qui lui vaut d'être interdit de séjour dans le Temple et menacé de l'application de la peine capitale contre lui.

Au cinquième siècle, des disciples lointains du prophète Isaïe, voyant leurs contemporains qui se livrent à de sévères jeûnes rituels, disent dans un texte leur conception du vrai jeûne. "**Ne savez-vous pas quel est le jeûne qui me plaît?** dit le Seigneur. **Le jeûne qui me plaît, c'est: rompre les chaînes injustes, délier les liens du joug; renvoyer libres les opprimés, briser tous les jougs, partager le pain avec l'affamé, héberger les pauvres sans abri, vêtir celui qu'on voit nu, ne pas se dérober devant un frère.** C'est alors seulement que ta lumière poindra comme l'aurore... et que tes ombres deviendront plein midi" (Isaïe 58, 6-10).

Dans ce dossier sur les **actions de solidarité**, ce texte constitue une vraie charte du chrétien qui refuse de confiner sa foi à la sacristie et à l'observance de quelques pratiques extérieures peu compromettantes.

Les faux prophètes

En lisant tous ces textes, nous reconnaissons vite que les prophètes bibliques ont raison. Mais, il est facile, à des siècles de distance, de savoir qui était **vrai** prophète. Aux temps bibliques, les vrais prophètes ont eu à combattre ceux qui, se faisant passer eux-mêmes pour prophètes, tâchaient plutôt de tranquilliser les esprits et d'apaiser les consciences. Moins dérangeants que les vrais prophètes, ils étaient forcément plus écoutés. **Michée** ne se fait pas d'illusion: "S'il pouvait y avoir un inspiré menteur qui prophétise vin et boisson, il serait sûrement le baveur de ce peuple-là!" (Michée 2, 11). Michée savait déjà qu'il suffit d'assurer un peu de plaisir et de confort pour que tout un peuple oublie les vraies dimensions de sa vocation collective. Michée va même jusqu'à dire qu'il y a de faux prophètes qui se laissent acheter: "S'ils ont quelque chose entre les dents, ils prédisent la paix. Mais à qui ne leur met rien dans la bouche, ils déclarent la guerre" (Michée 3, 5). **Jérémie** a eu à se battre très fort contre les faux prophètes de son milieu: "Chez les prophètes de Jérusalem, dit-il, j'ai vu des horreurs, comme... le soutien donné aux scélérats... N'écoutez pas les paroles de ces prophètes. Ils vous dupent" (23, 14-16).

Comment distinguer le **vrai** prophète du **faux** prophète? Le problème se posait à Israël. Il se pose encore à nous-même aujourd'hui face aux options contradictoires prises, par exemple, même par des chrétiens à partir d'une même foi. L'accomplissement d'une prédiction constitue un signe (voir Deutéronome 18, 22), mais il n'y a pas toujours prédiction chez le prophète et, s'il y en a eu une, il est trop tard pour lui donner efficacement raison quand elle s'accomplit. Le vrai prophète est celui qui va **aux sources** mêmes du message de la foi et fait preuve de **fidélité** à son égard. Ce ne sont pas les prodiges, mais **le sérieux de la foi** qui fait les prophètes (voir Deutéronome 13, 2-6). Le vrai prophète est celui qui amène à une véritable conversion du cœur (voir Jérémie 23, 22). Ce critère n'est pas facile à manier, car il n'a rien d'automatique ou de systématique. Peut-être faut-il se résigner à ne jamais pouvoir reconnaître du premier coup les vrais prophètes et ne jamais être clairement assuré qu'on compte soi-même parmi eux!

En conclusion, l'espérance!

A lire tout ce qui précède, on pourrait penser que les prophètes n'ont fait que dénoncer des torts et qu'ils s'appliquaient à ne voir que le côté

négatif des choses. Ce serait une erreur. Au cœur surtout des grandes épreuves d'Israël, et tout spécialement celle de l'exil à Babylone pendant près d'un demi-siècle, les prophètes bibliques n'ont cessé d'aviver l'espérance du peuple. En dépit de tout ce qui peut arriver, les prophètes croient en l'avenir parce qu'ils sont **sûrs de la fidélité du Seigneur dans l'aventure humaine**: "Les montagnes peuvent s'en aller et les collines s'ébranler, mais mon amour pour toi ne s'en ira pas et mon alliance de paix avec toi ne sera pas ébranlée, a déclaré le Seigneur qui te fait miséricorde" (Isaïe 54, 10). A cause de cet amour infini auquel ils croient de toutes leurs forces, les prophètes peuvent faire la plus audacieuse des prédictions: "Que se réjouissent désert et terre aride, qu'exulte et fleurisse la steppe, qu'elle porte fleurs comme jonquilles, qu'elle exulte et crie de joie... Rendez forts les bras qui tombent de fatigue et fermez les genoux chancelants, et dites aux cœurs bouleversés de prendre courage et de ne pas avoir peur... L'eau jaillira dans le désert et des torrents dans la steppe, la terre brûlée deviendra un étang et le pays de la soif se changera en sources! (Isaïe 35, 1-7). Une fête attend l'humanité et il est dit à l'homme: "Le Seigneur exultera pour toi de joie; il te renouvellera par son amour; il dansera pour toi avec des cris de joie, comme aux jours de fête" (Sophonie 3, 17-18).

C'est cette même **folle espérance** que le chrétien offre aujourd'hui au monde. Pour lui, la lutte et les souffrances ont un sens parce qu'**une vie nouvelle** a **déjà** fait son apparition dans l'univers depuis le jour où Jésus a vaincu la mort. Nous vivons le temps d'une **gestation**: "Nous le savons, en effet, toute la création jusqu'à ce jour gémit en travail d'enfantement" (Romains 8, 22). Prophète dans un triste monde et un monde triste, le chrétien éveille à la conscience et à la joie, répétant à l'homme que "sa tristesse se changera en joie... et que sa joie, nul ne pourra la lui ravir" (Jean 16, 20-22), car le Seigneur "a ouvert devant lui une porte que nul ne pourra jamais fermer" (Apocalypse 3, 8).

Sorel 1937

Une population solidaire

Philippe GIRARD
et ses compagnons

Le Service d'éducation de la C.S.N. a recueilli cet interview auprès des "anciens" de Sorel afin que ne se perde pas le témoignage de ceux qui ont vécu les premières heures du mouvement ouvrier au Québec.

Ce fut quoi, la grève de 1937?

C'était une bataille pour vivre comme du monde doivent vivre, avec les puissants de la ville de Sorel et des environs. Il y avait 3000 travailleurs, environ, à cette époque.

Tel que je l'ai vu avant la grève quand je suis arrivé sur les lieux, (parce qu'il y avait eu du travail de fait), ce qui primait d'abord c'était de se libérer du joug politique. Le gros argument, pendant la grève, c'était d'obtenir la liberté pour les travailleurs, de penser comme ils voulaient, d'agir comme ils voulaient, et que le salaire et les conditions de travail, ça ne devait pas regarder les partis politiques. L'argument, évidemment, qui se rattachait à cela très étroitement, était d'avoir un instrument de libération dont les travailleurs pourraient se servir pour avoir un contrat de travail.

Là où ça a accroché tout le temps, pendant la grève, c'était sur le mot "contrat de travail". Les politiciens voulaient nous aider à avoir du travail, pas de contrat de travail; les patrons étaient disposés à accepter certaines conditions, pas de contrat de travail. Le gouvernement contrôlé

par M. Duplessis était prêt à donner un salaire raisonnable, pas de contrat de travail. Or il y avait deux luttes qui étaient étroitement liées dans mon esprit : c'était d'abord la libération des travailleurs du joug politique qui régnait à Sorel, et ça, par un syndicat qui obtiendrait une convention de travail, convention qui donnerait la chance aux deux parties de discuter d'égal à égal. Ça été le fond du problème qu'on a vécu à Sorel.

Il faut dire aussi qu'il y avait ce contrôle, aujourd'hui je dirais dictature, un contrôle effroyable à Sorel. Je vais vous en donner un exemple.

Je me marie en 1932. Je m'achète une maison en 1933. Mon patron m'appelle à son bureau; j'arrive là, je ne savais pas si j'avais fait un mauvais coup. Il dit: fermez la porte. "Comme ça, Dauphinois, vous êtes propriétaire. Eh bien, ce matin il y a une élection de commissaires d'école. M. X. se présente; il y a aussi un M. Y. qui se présente. Mon homme, c'est M. X." — Son M. X. c'était le beau-frère du ministre Cardin. Malheureusement, c'était peut-être un homme honnête, mais c'était un "yes-man"; ce n'était pas mon homme. Une chose importante à savoir, c'est que l'élection se faisait à vote ouvert. C'est pour vous montrer le contrôle que la politique avait sur l'ouvrier.

Pour moi, je suis entré dans le mouvement à 100% justement pour nous débarrasser de cette dictature politique que M. Dauphinois vient de mentionner. Je trouvais ça abominable ce qui se passait. J'ai même un beau-frère qui est parti d'ici avec 12 enfants parce qu'il avait eu le malheur de différer d'opinion; il est parti pour les Etats-Unis. De ce groupe-là, un seul est revenu à Sorel, les autres sont restés là-bas. Ça me fatiguait bien gros.

Moi, je suis un peu plus jeune que mes confrères; j'avais 19-20 ans dans le temps. Ça me faisait assez de peine de voir mon père obligé de se traîner dans les comités pour être capable de garder sa job, et d'être obligé de décorer les maisons avec le portrait de Cardin et d'autres, quand on crevait de faim en dedans. Moi, je trouvais ça terrible. J'ai toujours été dans l'opposition de la politique à Sorel, et je le suis resté. La plus belle libération que les gars ont faite à Sorel, ça été de signer le premier contrat. Mais ils ont fait une bêtise en faisant une autre grève pour le briser.

On a repris notre liberté en 1951 quand on est revenu à la Marine Industries: ça été les clauses d'ancienneté. Ça a libéré les travailleurs:

là on pouvait voter pour qui on voulait; on n'était plus obligé de décorer nos maisons de rouge, ce qui amenait des batailles considérables entre voisins qui étaient conservateurs.

Je pense que, suite à ce que vient de dire Monsieur, il y a eu trois événements marquants à Sorel:

- 1 — La première grève à Sorel: on avait signé un contrat, suite à la grève déclarée en mai (le 4 mai 1937);
- 2 — Ce contrat a été brisé par les travailleurs à la suite de provocation des employeurs: ils trouvaient que le contrat ne les protégeait pas suffisamment contre les abus dont ils étaient victimes. Par conséquent, rupture de la convention et déclaration d'une 2^{ème} grève.
- 3 — Le 3^{ème} événement marquant c'est, à la fin de l'année 1937, la décision de la population de Sorel de changer le conseil de Ville.

La première grève

La première grève a duré trois mois et demi. On a réglé, nous les débardeurs, quand on a renversé toute la police de Sorel et qu'on a débarqué les scabs de St-Ignace. Tout le monde de Sorel est venu nous aider: les gars de la Steel, les gars de Marine Industries sont venus nous donner un coup de main. Après ça, tout le monde s'est syndiqué à Sorel: les scieurs de bois, les commis de magasin, tout le monde était dans le syndicat après. Quand la 2^{ème} grève a repris, tout le monde était dedans.

La sentence arbitrale a été signée en juillet 1937. Les patrons n'ont jamais voulu admettre que les ouvriers avaient gagné leur point malgré toutes les forces occultes qui régnaient sur la région. Et ce fut le mot d'ordre général de les persécuter un par un dans les usines de Sorel. La deuxième sentence arbitrale est venue clouer le cou.

Moi, je tiens à ce que ce soit connu dans le mouvement ouvrier pour qu'on n'aille plus répéter la folie qui a été faite dans un écrit de l'un de mes amis, de dire que les ouvriers gagnaient \$100. par semaine pour 70 heures. Au contraire, c'était \$45. par semaine pour les hommes de métier.

Sur la photo on voit des voitures et des chevaux; une grande campagne se mit en marche. C'était des gens des environs qui voulaient être libérés. Il n'y aurait plus ni Bleus ni Rouges à Sorel, il va y avoir seulement des syndiqués, des ouvriers unis. Eh bien ça, c'était fait sur mesure pour tout le monde. C'était dit par Mgr Desranleau, c'était dit aussi par le porte-parole des grévistes qui était Philippe Girard. J'avais un avantage, j'étais capable de parler, et je disais exactement ce que les Sorelois pensaient.

Aujourd'hui, les chefs ouvriers disent ce qu'eux autres pensent, pour le faire penser aux travailleurs. Dans ce temps-là, c'était les travailleurs qui nous disaient quoi dire dans nos discours. C'est toute la différence entre le syndicalisme de 1974 et le syndicalisme de 1937; et ça, ça va être la faillite du syndicalisme. Parce que, quand vous voyez nos chefs ouvriers et que vous êtes avec les travailleurs (moi, je travaille encore), vous dites: "*Maudit! où est-ce qu'il a pris ça? Jamais les travailleurs avec qui je travaille pensent comme ça!*" Mais dans ce temps-là on vivait avec les populations. Moi, je suis venu à Sorel pour vivre la misère des gars de Sorel. Quand ma femme et moi venions faire notre marché à Sorel, le pont était payant, on venait à pieds parce qu'on n'avait pas plus d'argent que les gens de Sorel.

La grève de Sorel, c'était un peuple qui voulait se libérer du joug économique et politique. J'ai rencontré la même situation en 1966 sur la Côte Nord. J'ai vu, dans les villes fermées, les enfants d'école qui allaient chercher leur bulletin en faisant la genuflexion devant le curé et le gérant du moulin. "*Apprends d'abord à te courber, et ensuite tu iras gagner ta vie au moulin.*" Il y a le Christ en haut, et le gars qui te donne ta job en bas.

Mgr Desranleau

Alors je pense que l'homme qui a vécu ça, mérite toute notre sympathie et mérite d'être mis en relief autant que Mgr Charbonneau: c'est Mgr Philippe Desranleau. C'est lui, justement, qui a dénoncé la situation. C'est bien beau de vouloir écrire l'histoire. Aujourd'hui, il y a une vague d'anticlérisme: on balaie le bon parce que ça ne fait pas notre affaire pour exercer notre esprit anticlérical. L'histoire s'est vécue comme ça et on ne peut pas changer l'histoire.

C'est lui, Mgr Desranleau, qui du haut de la chaire a vu que pour donner la Saint-Vincent-de-Paul à Sorel il fallait être dans la politique, et qui l'a dénoncé. Car la St-Vincent-de-Paul était contrôlée par la politique, les Simard, etc. Les ailes de poulet se donnaient aux Bleus, les cuisses et les poitrines aux Rouges. Le chœur de chant était contrôlé par le parti au pouvoir. ... Mgr Desranleau est arrivé ici et nous a dit: on est tous catholiques. Il y avait alors deux églises à Sorel, une pour les patrons et l'autre pour les ouvriers. L'église de Saint-Pierre était remplie à capacité par les ouvriers; celle de Notre-Dame, c'était l'église de l'abbé Couillard à qui les Simard prêtaient leur maison de vacances en Floride pour écrire l'histoire de Sorel, car il était membre de la Société royale.

Les usines étaient contrôlées par le gouvernement; quand ce sont les Bleus qui entraient au pouvoir, les Rouges étaient obligés de sortir par en arrière. Si les gars se battaient, c'était pour pouvoir manger trois repas par jour. Quand ce sont les uns qui prenaient le pouvoir, ils faisaient crever les autres de faim. C'est là, sur le trône de Saint-Pierre de Sorel, que Mgr Desranleau a constaté "de visu" cette chose là.

Un moment donné, il y a eu un comité de la Jeunesse Ouvrière Catholique qui s'est réuni pour faire un inventaire des abus que je vous signale. C'est ce que j'ai vu en arrivant ici. Mgr Desranleau, l'abbé Dubuc, des gars comme Mendoza Ménard, Léon Latraverse, et je pense surtout aux jeunes de la J.O.C. qui ont fait l'enquête. On m'a montré, chiffres à l'appui, le nom d'un gars qui travaillait 72 heures par semaine et gagnait \$9.00; et qui pour obtenir sa job était obligé de prêter sa fille pour travailler comme serveuse chez Lachapelle, le patronneux de Sorel. Et quand, dans l'histoire, on fausse ces faits, on fausse l'histoire ou bien moi je suis un maudit menteur. Il n'y a pas un "chrétien" en 1974 qui peut s'asseoir dans un salon parce qu'il a de l'instruction, parce que c'est un professeur ou que c'est un lettré, puis à la lumière des événements qui n'ont jamais été écrits nulle part, faire l'histoire de Sorel. Et je vous félicite, en passant...

Nous passions pour des communistes

Parce qu'il n'y a aucun journal...; prenez-en ma parole j'étais un chef ouvrier catholique et je suis resté ce que j'étais... Malheureusement, le seul journal qui nous a fait de la publicité et qui venait nous voir ici,

c'était le journal communiste. C'est écœurant, c'était l'affaire de Tim Buck, de Toronto, qui envoyait ses gars nous visiter. Et comme on était catholiques, Canadiens français, comme on détestait le communisme, on "sacrait" dehors le seul journaliste qui venait sympathiser avec nous.

Parce que nous autres, quand ils disaient qu'on était communistes...! Ça a l'air de rien, cette affaire-là ici, mais un communiste dans la province de Québec c'était un gars qui était l'ennemi de Dieu, qui était l'ennemi de la Sainte-Vierge. Quand on parlait d'un communiste, c'était un renégat, un gars qui était contre Dieu, contre les Canadiens français; c'était pire qu'un gars qui faisait un hold-up, un bandit notoire. Quand on voulait mettre quelqu'un dehors, dans la province de Québec, on disait que c'était un communiste, et ça réglait le cas. Comment, donc, écrire l'histoire quand il n'y a pas un journaliste qui est venu mettre les pieds ici.

Mgr Desranleau a vu ça, la J.O.C. a vu ça, et je tiens ça comme point de départ. Moi, j'étais président du Conseil central des syndicats catholiques et nationaux de Montréal, où l'évêché souscrivait \$10,000 pour nous permettre de fonder un mouvement qui appartiendrait vraiment aux Canadiens français catholiques, avec des cellules où chaque syndicat serait une autorité souveraine. Ce serait trop long de vous montrer le contrôle des syndicats internationaux au Québec, qui faisaient le jeu de la politique, le jeu des employeurs; c'était des enfants de chienne dominés par les Etats-Unis pour mieux nous écraser. C'est ça que les jeunes ne savent pas. Un gars de mon âge ne peut pas comprendre que les chefs ouvriers qui se respectent se promènent avec des "internationaux".

Moi, je ne suis pas lié à Pépin ni à Chartrand, je suis lié à une structure où chaque syndicat est une autorité souveraine. Qu'on dépense un million par année pour former nos gars; et quand nos gars seront formés comme ceux de Sorel, ils n'auront pas peur de mettre des libérés à la tête de nos syndicats. S'ils ne font pas leur affaire, ils leur feront prendre l'autobus et les renverront chez eux.

Comment s'est vécue la grève

Je vous ai raconté l'atmosphère de dictature qui régnait à Sorel. A un moment donné, les débardeurs se sont organisés. Oscar Métivier,

qui ne savait pas lire ni écrire mais qui savait parler, était leur chef. On avait préparé un blanc de convention, mais ça été refusé parce qu'ils ne voulaient pas de convention. Même si on était accrédité, les patrons pouvaient refuser de négocier parce qu'il n'y avait pas encore de reconnaissance syndicale; la reconnaissance syndicale est venue seulement en 1942 chez Price Brothers à Kénogami.

Ici je veux bien préciser, pour que vous racontiez cela à vos enfants. Nous avons, à Montréal, un confrère débardeur nommé Bariault, il est venu aider à l'organisation des débardeurs de Sorel. Il présenta une convention à un certain nommé Wolfe qui était leur employeur. Bariault, un gars tout d'une pièce, un gaspésien, dit à Wolfe: "Vous avez la convention depuis trois jours, vous avez eu le temps de l'étudier." Il dit aux gars: "La grève va se déclarer à 3.00 heures, au port."

On était 200 débardeurs et on se tenait: quand on touchait à un, on touchait toute la gang. C'était beau dans ce temps-là, on était syndiqué pour être syndiqué. Au mois d'avril, on avait signé nos cartes en secret devant l'abbé Dubuc; les gars de la J.O.C. venaient nous chercher un par un. Parce que nous avons déjà fait cinq grèves, nous passions pour des communistes à Sorel. On nous faisait parfois travailler toute la journée du dimanche pour 35 cents. C'était fini, cette affaire-là! Les gars ont dit à Bariault: quand le premier bateau arrivera, on va l'attacher puis on se mettra en grève. Métivier était notre chef; c'était sacré comme le Bon Dieu dans ce temps-là. On a passé à travers les policiers comme s'il n'y en avait pas eu: ils cherchaient leurs casques et leurs bâtons d'un bord et de l'autre. Il était 8.00 heures du matin.

Les gars de la Steel sont sortis vers 10.00 heures. C'était bien important pour la déclaration de la grève: c'était notre test de solidarité à Sorel. Faire sortir les gars, c'était pas parce que les débardeurs en avaient besoin, il n'y avait pas de scabs; c'était pour montrer aux Simard, avant de déclarer la grève, que les gars on les avait. Tout le monde est venu nous trouver au bord de l'eau; on en avait assez qu'on ne savait pas où les mettre.

Quand Wolfe a vu ça, il voulait signer, mais la clique ne voulait pas qu'il signe. Il dit: je n'ai pas le choix, mes bateaux, ça coûte tant par jour. Il a signé dans la journée. Grosse fête en ville; les débardeurs, nous avons notre fanfare. Là, on aidait à tout le monde. Quand on ne travaillait pas, on apportait notre paquet de tabac pour payer la traite aux gars qui piquetaient à la Steel. C'était notre affaire. On

allait piqueter au presbytère de Saint-Pierre avec les carabines des zouaves: nous avions la job de surveiller Mgr Desranleau. On couchait près du presbytère durant la grève de 37.

Je vais vous dire pourquoi j'insiste. C'est pas moi qui ai organisé les gars de Sorel; ce sont les gars de Sorel eux-mêmes qui se sont organisés. Les gars de Sorel, pour vivre, étaient obligés d'appartenir à une organisation politique, sinon ils crevaient; alors ils connaissaient ça, l'organisation. Le syndicalisme, c'était la formule. Quand les débardeurs ont sorti et ont signé un contrat, ils se sont dit: "*On l'a, la formule.*" Ce fut le point de départ à Sorel. Moi, je veux donner aux sorelois ce qui leur revient: on a appuyé ces gens-là, Mgr Desranleau, Mgr Gauthier, Mgr Décelles et moi. L'appui, non pas en marchandises parce qu'on a crevé comme des chiens; on a tué des vaches, on a volé de la marchandise... On n'avait pas de secours de nulle part, mais l'appui moral nous a été donné. L'organisation, ils l'ont prise sur eux.

Nous, les débardeurs, on avait hésité parce que c'était le clergé; mais vu toutes les sorties que Mgr Desranleau avait faites en chaire, on commençait à avoir confiance en lui, et à mort... Une fois que la confiance était établie chez des gens comme nous, il n'y avait rien pour arrêter ça.

La deuxième grève

La deuxième grève, en juillet, fut une erreur il faut l'avouer. Je n'étais pas là, j'étais à Sherbrooke pour la grève du textile. J'avais dit à l'exécutif: Ne déclarez pas la grève. Un soir, Omer Cournoyer s'est levé et a dit: Philippe Girard n'est pas ici, on déclare la grève; et les gars sont sortis à minuit. C'est ce même Cournoyer qui est allé s'enfiler dans un tuyau au cours d'un accident. La première grève nous avait ruinés, c'était durant la crise.

La première démarche c'était d'aller demander un conciliateur à Québec. Je me suis rendu à Québec pour m'entendre dire par Duplessis qu'il n'y aurait pas de convention collective, parce que les Smiard n'en veulent pas. Les Simard étaient des libéraux et Duplessis était de l'Union nationale; il s'était fait élire par nous et il avait accepté le programme de l'École sociale populaire qui avait été fait par nous autres. J'allais donc voir un ami en toute confiance. Mais j'ai dû téléphoner à

Sorel que ça ne marcherait pas; c'est alors qu'ils ont déclaré la grève. C'était au milieu de juillet.

Il n'y avait pas un seul avocat ouvrier dans la province de Québec, pas un qui connaissait les lois ouvrières parce qu'elles n'existaient pas. Le ministère du Travail, c'était encore le ministère des Travaux publics. La police provinciale était payée par les Simard et logeait chez eux. Après la première grève on avait eu ce qu'on appelle "l'atelier parfait", c'est-à-dire que tous ceux qui étaient engagés devaient signer leur carte de membre; c'est ainsi que 200 scabs sont entrés dans le syndicat. Avec un bon leader ils auraient pu améliorer la convention, mais faire une grève c'était une erreur. Les patrons ont dit: "*Nous n'avons pas besoin de signer, ils vont rentrer à quatre pattes demain matin parce qu'ils sont dans le chemin.*" C'est ce qui est arrivé et on n'a rien gagné.

Mais les gars de Sorel ont été admirables, on n'en trouvera pas d'autres dans la province de Québec. J'en ai vus de presque aussi bons, mais ils ont été les seuls et uniques dans ce genre. Les femmes, les enfants, ça réagissait de partout; il n'y avait plus de Bleus, il n'y avait plus de Rouges, il y avait des travailleurs qui voulaient se libérer. Les femmes, surtout, ont été admirables: c'était la crise et il n'y avait pas d'argent. Elles allaient avec les hommes dans les champs pour ramasser les légumes et faire le marché. De temps en temps, dans la Commune, il y avait une vache qui décidait de mourir pour la cause. Il n'y a pas un gars de nos comités qui a pris un morceau de viande plus beau que son confrère. Les familles qui en avaient le plus besoin en recevaient plus. Ça va de pair: quelqu'un qui est dur pour réclamer sa part, c'est en même temps quelqu'un qui veut que tu aies ta part.

Au mois de septembre de cette année, il y avait le banquet de la Fête du travail à l'Oratoire St-Joseph; je devais le présider en tant que président de la Centrale de Montréal. En ce temps-là, 20,000 travailleurs se réunissaient pour la circonstance. Duplessis était invité et devait être à ma droite. Duplessis, c'était l'orgueil de l'Oratoire, un ancien élève et un ami des Pères. Il avait promis que la grève du textile serait réglée par une ordonnance de l'Office du salaire raisonnable, mais la loi n'était pas passée encore. Je dis à Duplessis au début du repas: "Tu as sacrifié les ouvriers du textile comme on sacrifie des animaux quand on les envoie à l'abattoir; je vais t'organiser une manifestation." Il me répond: "Tu sais que j'ai un mandat contre toi." Je lui dis: "Je te défie devant Mgr Gauthier de faire exécuter ton mandat." L'atmos-

phère n'était pas au banquet. Le Père Cousineau se lève pour réciter les Grâces, le banquet n'était pas encore commencé. Le lendemain, dans le journal, un gros titre: Le premier ministre est l'objet d'une scène déplorable à l'Oratoire Saint-Joseph.

Les élections municipales

Le maire Robidoux était allé à la radio, à Montréal, pour expliquer que moi j'étais un faiseur de trouble, que M^{gr} Desranleau était un faiseur de trouble, que les ouvriers de Sorel ne nous suivaient pas mais que c'était par la contrainte de communistes, de casseurs de gueules qu'ils étaient obligés de nous suivre. Quand on a vu ça, on a dit: on va les débarquer de l'hôtel de ville. Il n'a pas dit qu'il y avait des mitraillettes sur le toit quand ils ont fait leur assemblée.

Alors on a pris un pilote pour lui demander d'être échevin, un cordonnier, un distributeur de liqueur, un cultivateur et Zacharie Cotnoir, un de nos gars. Nous avons des preuves de patronnage que nous avons mis devant la population. La population a compris; nos gars sont entrés à l'élection de décembre. Il y a eu seulement un gars de la clique, Ludger Simard, mais il a démissionné quand il a vu que nous étions tous élus.

* * *

C'est toute une tranche de l'histoire de la province de Québec qui a été vécue à Sorel, là où les bourreaux étaient au service de ceux qui voulaient maintenir une population dans cet état de servitude. A Sorel, malgré tous les défauts des Simard, on a pu pénétrer, nos syndicats sont restés. Mais il y a dans la province des gens pire que les Simard où nos syndicats n'ont pas encore pu pénétrer.

Si nos syndiqués voulaient comprendre le bon sens! Rendus à un certain niveau de salaire ils sont capables de vivre avec un minimum d'aisance. Mais il y a encore plus de 150,000 personnes à Montréal qui vivent en dessous du minimum d'aisance. Cette misère, on l'a vécue à Sorel; la seule différence c'est que quand on en a eu l'opportunité, on a dit: "On en sort!" Mais ceux d'aujourd'hui, ils n'en ont pas l'opportunité, et les chefs ouvriers ne s'occupent pas de la leur donner.



OVERNITE EXPRESS LIMITED

Ottawa — Hull: 777-4301

Montréal — Toronto — Hamilton — Hawkesbury — Buckingham
— St-Jérôme — Maniwaki — Shawville — Pembroke
"LARGE OR SMALL WE HAUL IT ALL"

SYLVA BERGERON, *Prés.-fondateur*

Institut de Culture Personnelle du Québec Inc.

Cours: Initiation Relations Humaines
(Personnalité)

Bureau: 242 rue Lafayette, Ville de Laval

Tél.: 669-5357

LE SALON DE BEAUTÉ POUR L'AUTO



G. LEBEAU Ltée

5940, rue Papineau
Montréal, Tél.: 273-8861

400 St-Vallier, Est
Québec, Tél.: 522-6816

1690, boul Labelle
Chomedey, Tél.: 688-2751

6270, Upper Lachine
Montréal, Tél.: 489-8221

405 ouest, Curé Poirier
Jacques-Cartier, Tél.: 677-9136

Toits — Housses — Nettoyage intérieur — Rembourage — Vitres

F.-X. DROLET INC.

Atelier de mécanique et fonderie

QUÉBEC, 245, rue Du Pont *Spécialité: ascenseurs*
MONTRÉAL, 2111, boul. Henri-Bourassa est

Tél.: 522-5262

Tél.: 389-2258



JOSEPH ELIE LTEE

Huile à chauffage et brûleurs

SERVICE JOUR ET NUIT

1440 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal 107, P.Q.

Tél.: 861-9555

Hommages



Rimouski, Qué.

Tél.: 723-1212

DON D'UN AMI

C'EST PAS TOUS LES JOURS DIMANCHE

une émission d'information populaire
de 9 heures à midi
à **CBF 690**

PREMIÈRE HEURE

Chansons, musique
Météo avec Alcide Ouellet
Revue des journaux du matin
Nouvelles du sport

DEUXIÈME HEURE

La météo
Une entrevue qui intéresse le monde de la
consommation

TROISIÈME HEURE

Un grand reportage dans le monde du
travail

C'EST PAS TOUS LES JOURS DIMANCHE

La grande émission du dimanche matin
à **CBF 690**

RADIO-CANADA

B
E
R
N
A
R
D
I
N

MAURICE BERNARDIN
JEAN-LOUIS BERNARDIN
PIERRE BERNARDIN
RAYMOND BERNARDIN
RENÉ COUILLARD
CLAUDE AUDREN



I
N
S
U
R
A
N
C
E

FRÈRES INC. ASSURANCES •

8000 ST. DENIS MONTREAL 327 — TEL.: 384-9200

DUSTBANE

MAISON CANADIENNE

Produits et matériaux
d'entretien des édifices

2560 Dalton
Parc Colbert
Ste. Foy
QUEBEC 12, Qué.
Tél.: 651-9830

2068, 55^e Avenue
DORVAL, Qué.
Tél.: 631-4526

Service moderne d'entretien
des immeubles
Contrats à forfait

4240, Côte de Liesse
MONTREAL 306, Qué.
Tél.: 735-4161

2556 Dalton
Parc Colbert
Ste. Foy
QUEBEC 12, Qué.
Tél.: 651-9515

Que tous prennent très à cœur
de compter les solidarités sociales
parmi les principaux devoirs
de l'homme d'aujourd'hui.

En effet, plus le monde s'unifie et plus il est
manifeste que les obligations de l'homme
dépassent les groupes particuliers
pour s'étendre peu à peu à l'univers entier.

Ce qui ne peut se faire que si les individus
et les groupes cultivent en eux les valeurs
morales et sociales et les répandent autour d'eux.
Alors, avec le nécessaire secours de la grâce divine,
surgiront des hommes vraiment nouveaux,
artisans de l'humanité nouvelle.

Gaudium et Spes, 30
Vatican II